

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA CONCEPTION
DE
L'ÉVOLUTION SOCIALE
CHEZ FOURIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Novembre 1910, à 1 heure 1/2

PAR

JACQUES NICOLAÏ

Président : M. DESCHAMPS.

Suffragants : { M. JAY, professeur.
M. SOUCHON, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA CONCEPTION
DE
L'ÉVOLUTION SOCIALE
CHEZ FOURIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 12 novembre 1910, à 1 heure 1/2,



PAR

JACQUES NICOLAÏ

Président : M. DESCHAMPS.

Suffragants : { *M. JAY, professeur.*
 { *M. SOUCHON, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

I

Œuvres de Charles Fourier

1. Articles publiés dans le *Bulletin de Lyon*, de 1803 à 1804 (1).
2. Théorie des quatre mouvements et des destinées générales, Prospectus et annonce de la découverte, in-8, Leipzig (Lyon), 1808.
3. Traité de l'association domestique, agricole, 2 vol. in-8, Paris et Londres, 1822.
4. Sommaire de la théorie d'association domestique, agricole, ou attraction industrielle, in-8, Paris et Londres, 1823.
5. Le nouveau monde industriel, ou Invention du procédé d'industrie attrayante et naturelle distribuée en séries passionnées, in-8, Paris, 1829.
6. Le nouveau monde industriel, Livret d'annonce, in-8, Paris, 1830.
7. Pièges et charlatanisme des deux sectes Saint-Simon et Owen, qui promettent l'association et le progrès, in-8, Paris, 1831.
8. Articles publiés dans la Réforme industrielle ou le Phalanstère de 1832 à 1844 (1).
9. La fausse industrie, morcelée, mensongère, et l'antidote, l'industrie naturelle, combinée, attrayante, véridique, donnant quadruple produit, 2 vol. in-8, Paris, 1835-1836.
10. Articles publiés dans la Phalange, 2^e série, t. I, de 1836 à 1837 (1).
11. Œuvres complètes, 6 vol. in-8, Paris, 1841-1845 : — t. I, Théorie des quatre mouvements; — t. II, III, IV, V, Théorie de l'Unité

(1) Pour avoir le titre de ces articles et une bibliographie complète sur Fourier, voir la thèse de M. H. Bourgin.

- universelle (anciennement : *Traité de l'association domestique, agricole*); — t. VI, *Le Nouveau Monde*.
12. *L'harmonie universelle et le Phalanstère*, Recueil méthodique de morceaux choisis (par les disciples de Fourier), 2 vol. in-12, Paris, 1849.
13. Manuscrits, publiés dans la *Phalange*, *Revue de la science sociale*, de 1845 à 1849.
14. Publication des manuscrits, 4 vol. in-8, Paris, 1851-1858.
15. *L'association et le travail attrayant*, petit in-16, Paris, 1873.
16. *Œuvres choisies de Fourier*, publiées par Charles Gide, in-16, Paris, sans date.
17. *Le socialisme sociétaire*, extraits des œuvres complètes, publiés par Hubert Bourgin, in-16, Paris, 1903.

II

Etudes sur Fourier.

1. *CONSIDÉRANT* (Victor). — *Destinée sociale*, 3 vol. in-8, Paris, 1836-1844.
2. *PELLARIN* (Charles). — *Notice biographique sur Charles Fourier suivie d'une exposition de la théorie sociétaire*, in-12, Besançon, 1839.
3. *CONSIDÉRANT* (Victor). — *Exposition abrégée du système phalanstérien de Fourier*, in-16, Paris, 1841.
4. *PELLARIN* (Charles). — *Vie de Fourier*, 5^e éd., in-12, Paris, 1871.
5. *RENOUVIER* (Charles). — *La philosophie de Fourier, la critique philosophique*, t. XXIII et XXIV, 1883.
6. *GIDE* (Charles). — *Introduction aux œuvres choisies*, in-16, Paris, sans date.
7. *ESPINAS* (Alfred). — *Histoire des doctrines économiques*, in-12, Paris, 1892.
8. *RAMBAUD* (Joseph). — *Histoire des doctrines économiques*, in-8, Paris, 1898.
9. *BOURGIN* (Hubert). — *Fourier, Contribution à l'étude du socialisme français*, in-8, Paris, 1905.

III

Autres ouvrages.

1. CAUWÈS (Paul). — Précis d'un cours d'économie politique, 4 vol. in-8, 1895. (Surtout première partie).
 2. MICHEL (Henry). — L'Idée de l'Etat, in-8, Paris, 1895.
 3. TARDE (G.). — Psychologie économique, 2 vol. in-8, Paris, 1902.
 4. BOUGLÉ (G.). — Le Solidarisme, in-8, Paris, 1907.
 5. FOUILLÉE (Alfred). — Le Socialisme et la Sociologie réformiste, in-8, Paris, 1909.
 6. BRY (Georges). — Cours élémentaire de législation industrielle, in-8, Paris, 1909.
 7. Guide social de l'action populaire, in-8, Paris, 1909.
 8. Guide social de l'action populaire, in-8, Paris, 1910.
-

LA CONCEPTION DE L'ÉVOLUTION SOCIALE

CHEZ FOURIER

INTRODUCTION

I

Fourier, par le sentiment qu'il a de l'évolution, tient au dix-neuvième siècle. Comment l'humanité évolue-t-elle ? Quelles sont les causes de cette évolution ? Va-t-elle régulièrement vers un but qu'il est possible de déterminer ? Autant de questions dont la réponse constitue l'essentiel même de notre travail. Mais avant de savoir comment Fourier a résolu le Problème de la destinée sociale, nous essayerons de montrer quelle est la valeur de cette notion « d'évolution ».

Elle a transformé l'idée de la méthode et de la science.

L'histoire de la pensée montre que toute invention qui s'accomplit dans une région du domaine scientifique amène dans toutes les autres régions une transformation parallèle.

L'impulsion, qui jusqu'alors avait été donnée par

les mathématiques, vint cette fois-ci des sciences naturelles. On cessa de croire à l'immutabilité des espèces et l'on expliqua leurs variétés par des transformations successives qui s'étaient opérées dans la suite des temps, par des causes diverses.

De même, l'homme n'est pas ici-bas un être isolé ; ses produits également subissent cette même loi d'évolution, qu'ils soient naturels et spontanés ou artificiels ; qu'il s'agisse des langues par lesquelles il communique avec ses semblables, des coutumes qui règlent son activité, des institutions, des sciences.

Le changement est la loi même de la vie. Rien de ce qui vit est immuable. Toute chose ne persiste qu'en vertu d'une force interne qui en même temps qu'un principe de vie est un principe de renouvellement.

Comment dès lors arriver à « la vérité toujours identique à elle-même, toujours identique pour tous les esprits de tous les temps et de tous les lieux », à la poursuite de laquelle se sont acharnés les philosophes.

Par l'idée d'évolution s'est établi un nouveau type de vérité.

Il n'est pas d'absolu ; et partant il faut déclarer vaine la méthode dialectique, — qui dresse un tableau des idées générales et met au sommet celle qui a l'extension la plus grande.

L'effort du savant n'est pas de chercher un ordre immuable, ayant une existence en dehors de son propre esprit et par où se révèle la Providence divine. Le but suprême de l'activité humaine n'est pas davantage de découvrir cet ordre pour ensuite s'abîmer dans sa contemplation.

Il est nécessaire de rétablir la continuité entre l'art et la science. Il faut interroger les faits ; demander à la nature elle-même ses secrets, pour se rendre plus capable d'agir efficacement.

La thérapeutique suppose la connaissance de l'anatomie et de la physiologie. Comment pourra-t-on corriger le fonctionnement défectueux de l'organisme social, dont la complexité est si grande, si l'on ne connaît pas les lois qui le règlent ?

Les utopistes ont toujours échoué dans leur plan de réformes sociales. Ainsi ramenés à l'étude des faits, nous apprenons que l'humanité ne va pas par bonds ; l'histoire nous renseigne, ainsi que les sociétés dont l'observation est actuellement possible, et que nous pouvons comparer entre elles. Elle s'est élevée peu à peu par acquisitions lentes à la civilisation ; sa marche continue. Et dans cette marche, elle abandonne certains éléments, auxquels elle a pris toute leur « vis activa » et qui constituent un poids mort gênant et lourd, pour s'en assimiler certains autres, nouvelles forces qui la poussent et l'orientent.

L'étude de l'histoire est comme une analyse par

qui nous percevons tous les rouages qui concourent dans le mécanisme social. Et parce qu'elle nous montre de ce mécanisme les rouages les plus importants, elle manifeste l'orientation de l'évolution, la loi du progrès, d'après quoi il est possible de régler notre activité.

Nous nous rendons maintenant un compte plus exact de la nature de la science et de sa destination qui est pratique. Certes, elle doit momentanément oublier cette destination. Mais l'action est son but. Partie de la réalité, elle y doit revenir.

II

Nous avons essayé, dans cette introduction, de montrer quelle est la valeur de cette notion d'évolution.

Nous nous proposons d'étudier cette même idée d'évolution chez Fourier.

L'introduction dans l'économie sociale de cette notion, marque la fin des spéculations aventureuses et arbitraires, et le souci de tenir compte des faits, de les suivre dans leurs transformations pour en tirer les principes d'une action raisonnée et scientifique (1).

(1) Fourier déclare dans un article sur l'Harmonie Universelle, que sa théorie « sera géométrique », qu'elle sera « la théorie mathématique de tous les globes et de leurs habitants ».

L'étude de Fourier est intéressante de ce point de vue qu'on trouve chez lui, mêlé au plus pur esprit spéculatif, le désir de faire œuvre utile en tenant compte des réalités existantes.

C'est un chimérique, un utopiste, mais connaissant admirablement la société où il vit, il a mis le doigt sur les fléaux qui la rongent, au point que ceux qui par la suite ont fait la critique de la civilisation, sont tous plus ou moins tributaires de sa pensée.

Il imagine de toute pièce un système social dont l'adoption, à son avis, produira, de la manière la plus certaine, le bonheur.

Mais, si les réformes par lui préconisées sont parfois justes, c'est qu'il a pris dans les faits le point de départ de ses rêveries.

« Lyon où il vécut pendant longtemps, où il séjourna presque sans interruption de 1790 à 1793 lui fournit l'image de la cité industrielle et de ses misères. A la fin du XVIII^e siècle, Lyon était devenue, entre toutes les villes de France, une grande ville de production et de négoce, qui présentait les caractères les plus saisissants du régime économique contemporain. L'industrie, perfectionnée et concentrée, était entre les mains d'une aristocratie de maîtres marchands, dont dépendaient étroitement, agglomérés mais isolés, les maîtres ouvriers, travailleurs à domicile. Entre les deux classes, à raison même de cette

dépendance, l'hostilité et les dissensions duraient » (1).

La corruption morale résultait de cet état de l'industrie : « A Lyon, en particulier, les mœurs étaient mauvaises, la prostitution était pour les ouvrières la condition presque habituelle du travail. Le monde du négoce, avec l'hypocrisie en plus, ne valait pas mieux que le monde de l'atelier ; à l'égoïsme des intérêts il joignait des préjugés souvent féroces, qui, pour la passion antisémite, survécurent parfois aux croyances qui les avaient nourries » (2).

Le spectacle affligeant de cette corruption engendrée par la misère, incite Fourier à y chercher un remède.

Il le trouve dans l'association.

Il déclare que quiconque aura vu fonctionner un phalanstère, sera si émerveillé qu'il ne pourra plus avoir que dégoût pour la civilisation, et spontanément il y voudra adhérer. Il est plein de cet optimisme qu'il a hérité des idéologues du XVIII^e siècle, plein de foi en l'efficacité de la raison. Mais parfois aussi il déclare que l'humanité progresse lentement et que l'association ne pourra se réaliser que par les voies de l'évolution.

De même le principe d'association peut sembler

(1) H. Bourgin, *Fourier*, page 34.

(2) *Id.*, page 40.

être arbitrairement posé par lui. Or, certaines constatations qu'il a pu faire l'ont sans doute porté à croire que l'évolution s'accomplissait dans le sens de l'association. « Après la Révolution, les institutions nouvelles se multiplièrent, bourse, tribunal et conseil de commerce, bourse de commerce, conseil de prud'hommes..... Enfin, pendant la Révolution et même un peu avant, il put constater à Lyon les résultats de l'activité philanthropique, des premiers essais d'assurance, de la curiosité réformatrice qui devaient tant se développer dans le courant du XIX^e siècle (1).

Non seulement Fourier est observateur en même temps que méditatif, non seulement il a alimenté sa pensée aux sources de l'expérience, mais il était aussi au courant des idées contemporaines. « En premier lieu, déclare M. H. Bourgin, Fourier s'est tenu, par les moyens qui étaient à sa disposition, c'est-à-dire par la conversation et le journal, au courant des idées contemporaines, héritières des idées antérieures dont ont pu s'imprégner son éducation et sa formation intellectuelle ; en second lieu, par la vertu de son tempérament et de son organisation mentale, il a suivi, dans l'évolution de sa pensée, l'évolution des idées et des faits contemporains, telle qu'elle a été plus ou moins aperçue par les auteurs » (2).

(1) H. Bourgin, p. 44, *Fourier*.

(2) H. Bourgin, p. 60, *Fourier*.

Cette double tendance donne à l'œuvre de Fourier un caractère étrange et complexe. Nulle part on n'y trouve un exposé systématique de la doctrine.

Les digressions y abondent. A côté de vues justes, profondes, se trouvent des bizarreries qui en masquent parfois l'importance et qui ont fait que Fourier n'a presque pas exercé d'influence ; il est resté longtemps à peu près inconnu.

Son œuvre est comme un vaste et somptueux édifice, dont les abondantes et capricieuses décorations empêchent d'admirer l'ampleur.

CHAPITRE PREMIER

LES PÉRIODES (1).

Dieu a pourvu aux destinées de l'homme pour assurer son bonheur. S'il n'avait pas agi de la sorte, il aurait fait preuve « de méchanceté, de stupidité ou d'impuissance ». Il ne faut pas s'étonner cependant de l'existence du mal, car la nature humaine, bonne à condition qu'elle agisse dans la voie de sa destinée véritable, devient mauvaise si elle agit contrairement à sa destinée.

L'existence, avant la période de civilisation, de la sauvagerie, du patriarcat, de la barbarie, constitue la preuve qu'une période peut convenir plus ou moins par ses institutions à cette destinée sociale de l'homme, qui est de vivre heureux.

La sauvagerie et la barbarie ne font aucun effort pour s'améliorer, elles « s'obstinent à croupir dans leurs coutumes bonnes ou mauvaises » (2). Quant à

(1) Les périodes se subdivisent en phases. Nous avons laissé de côté cette subdivision, inutile pour *la compréhension de notre travail*, pour éviter les confusions que Fourier lui-même commettait.

(2) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère, Recueil*, t. I, p. 69.

la civilisation, non seulement elle ne peut amener les deux autres à l'imiter, mais elle-même « on la voit s'agiter sans relâche, tenter chaque jour des innovations pour se délivrer de son mal être » (1).

La civilisation, cependant, occupera dans l'échelle des âges une place importante, car c'est elle qui crée « la grande industrie, les hautes sciences et les beaux arts ». On aurait dû, toutefois, faire usage de ces moyens pour s'élever plus haut et non « croupir à perpétuité dans cet abîme de misères et de ridicules ».

Car la civilisation n'est pas la dernière période, le terme assigné au progrès. Avoir une pareille croyance constituerait un aveuglement étrange : « Si elle (la civilisation) a été précédée de trois autres, la sauvagerie, le patriarcat, la barbarie, s'ensuit-il qu'elle sera la dernière parce qu'elle est la quatrième ? N'en pourra-t-il pas naître encore d'autres ? (2) »

Fourier établit que la vie du genre humain doit être de quatre-vingt mille ans « à un huitième près » et doit traverser quatre phases : « deux phases d'incohérence ou discorde sociale » comprenant « les temps malheureux ; deux phases de combinaison ou unité sociale » comprenant les « âges de bonheur dont la durée sera sept fois plus étendue que celle des âges malheureux » (3).

(1) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère*, Recueil. t. I, p. 69.

(2) *Id.*, p. 49.

(3) *Id.*, p. 49.

« Nous sommes dans la première phase, dans l'âge d'incohérence ascendante qui précède l'avènement aux destinées ; aussi sommes-nous excessivement malheureux depuis cinq à six mille ans dont nos chroniques ont transmis l'histoire. Il n'y a guère que sept mille ans d'écoulés depuis la création des hommes et depuis ce temps nous n'avons marché que de tourments en tourments » (1).

*
* *

Ainsi, Fourier donne au progrès humain une carrière à parcourir (2). Il imagine une série d'époques historiques qui marqueront autant d'étapes vers le bonheur. Ces époques auront, pour lui, des caractères

(1) Voici le tableau de la première phase. *Théorie de l'Unité universelle*, Initial, article I, p. 13.

Première phase du mouvement social. Enfance, 8 périodes.

1^{re}, Eden ou Paradis terrestre. Association brute.

2^{me}, Sauvagerie.

3^{me} Patriarcat.

4^{me}, Barbarie.

5^{me}, Civilisation.

6^{me}, Garantisme ou Demi-Association.

7^{me}, Pleine association en mode simple.

8^{me}, Pleine association en mode composé.

(2) *Théorie des quatre mouvements*, p. 48. « On a vu précédemment que la théorie du mouvement social doit déterminer l'ordonnance et la succession des divers mécanismes sociaux qui peuvent s'organiser dans tous les globes, et qu'elle doit embrasser le présent, le passé et l'avenir. »

bien nets, bien précis ; mais, ignorant des détails ou négligent par manque de discipline, il se borne à nous les montrer en indiquant vaguement, incomplètement, soit les modes de production, de répartition, d'échange, soit un trait de mœurs, soit le degré d'asservissement ou d'émancipation des femmes.

S'il fait quelques incursions dans l'histoire pour nous parler des époques disparues, il n'oublie jamais son rôle qui est de préparer l'avenir, d'entraîner les hommes vers l'harmonie. Ainsi, il mentionnera simplement, ou presque, l'Eden, la sauvagerie, le patriarcat, la barbarie, et s'étendra au contraire en longs développements sur la civilisation, pour la critiquer, sur l'harmonie pour célébrer ses splendeurs.

Nous allons essayer de reconstituer ces périodes. Pour donner une idée d'ensemble de chacune, il nous faudra chercher les éléments qui la composent dans toute l'œuvre de Fourier ; nulle part, en effet, ils ne sont donnés en un tout systématique. La raison de ce manque d'ordonnance est qu'une période n'est pas sans présenter avec la période voisine des éléments communs. Une période n'est pas, pourrions-nous dire, un système clos ayant en elle-même son commencement et sa fin ; mais, et parce qu'elle est un produit d'évolution, elle a des attaches dans le passé et empiète sur l'avenir.

Les institutions montrent quels sont les caractères

qu'une période a empruntés aux périodes qui la précèdent ou la suivent.

La civilisation, par exemple, renferme de ces institutions d'emprunt, elles sont en opposition avec les institutions civilisées, et recherchent la diminution du mal social, alors que les institutions civilisées font naître l' « indigence, la fourberie, l'égoïsme général » (1).

L'existence actuelle de ces institutions n'est due qu'à des nécessités de gouvernement. Telles sont les hypothèques, les masses de retraite, et au même titre :

« 1. L'unité scientifique, ou accord des sociétés savantes, malgré les guerres et rivalités nationales.

2. La guerre mixte ou relations amicales, hors de combat, entre les troupes belligérantes.

3. Les ouvriers artistes, figurant au théâtre en acteurs et choristes (usage d'Italie, de Toulouse).

4. Les quarantaines sanitaires.

5. Les lettres de change avec solidarité d'endosseur.

6. Les assurances tant individuelles que mutuelles.

7. Les défenseurs d'office.

(1) Etc... Sur les maux de la civilisation, *Théorie de l'Unité universelle*, t. I. Avant-propos, p. 8 et suiv., 467 et suiv.; t. II, p. 51 ; *Le Nouveau Monde*, p. 377 et suiv., 417, 421 ; *La Fausse Industrie*, t. II, p. 283.

8. Les caisses d'épargne, de coopération parcel-laire.

9. Les retenues de vétérance.

10. Les caisses d'amortissement.

11. Les prud'hommes et arbitres.

12. Les cautionnements en garantie industrielle.

13. L'ébauche du système d'unité métrique » (1).

Ces institutions d'emprunt ne remplissent pas leur but, ne sont pas efficaces. Elles sont de nature « garantiste » et ne peuvent nous apporter les avantages qu'on n'est en droit d'espérer que dans un milieu garantiste.

Elles indiquent que la civilisation, lentement mais sûrement et d'une façon continue, a « engrené » (2) en sixième période ou garantisme. L'un des caractères principaux du garantisme est en effet « l'unité de relations industrielles et administratives » ; « le système métrique et le Code Civil Napoléon » ne sont que des manifestations de cette unité.

Elles ont aussi de l'utilité au point de vue expérimental, et on se basera sur leur fonctionnement pour voir s'il faudra les remanier, les refondre ou les supprimer complètement.

« Il est reconnu que l'institution des communaux affectés au secours du pauvre » est mal entendue

(1) *Le Nouveau Monde*, page 406

(2) *Théorie des quatre mouvements*, XIV, p. 126. Caractères, engrenages et phases des périodes sociales.

actuellement « parce que le pauvre dévaste les communaux et qu'ils sont gérés au plus mal. »

Les banques territoriales « et autres compagnies qui, feignant de secourir l'agriculture et le petit propriétaire, ont été convaincues d'usure vexatoire, de prêt à 17 pour cent l'an. »

Les fermes expérimentales « sont destinées à échouer comme toute affaire confiée à des salariés ».

Nous nous placerons, pour faire ce travail de reconstitution, à un point de vue économique, pour laisser son caractère propre à notre œuvre qui est une thèse d'économie politique. Nous laisserons de côté l'Eden où Fourier fait fonctionner « les séries passionnelles », pour ne pas anticiper et décrire à l'avance la période harmonienne et nous examinerons à tour de rôle.

I. 1° La sauvagerie ; 2° le patriarcat ; 3° la barbarie.

II. La civilisation.

III. Le garantisme.

IV. L'harmonie.

CHAPITRE II

I. LA SAUVAGERIE. — II. LE PATRIARCAT.

III. LA BARBARIE.

I

Le sauvage (1) jouit de « quatre voies d'industrie positive et « d'un droit d'industrie négative ». Les quatre voies d'industrie positive sont : la chasse, la pêche, la cueillette, la pâture. Le droit d'industrie négative est « le vol extérieur, pour lequel les sauvages ont un penchant très marqué. »

Les quatre voies d'industrie positive sont l'équivalent du droit au travail. Ce droit existe, en effet, si, sur la terre où on est né, on est admis à tous les travaux qui peuvent s'y exercer et aux fruits qui naîtront de ces travaux. La nature a fourni seule les instruments pour exercer ce droit au travail : l'intelligence directrice, les mains qui appréhendent.

Ces droits d'industrie négative et d'industrie positive s'allient avec l'insouciance, avec la liberté. Avec l'insouciance, car le sauvage n'a pas le souci de la

(1) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère, Recueil*, t. I, p. 168 et suiv. ; *Théorie de l'Unité universelle*, t. II, p. 169-170 et 178-180.

nourriture du lendemain ; avec la liberté, car on ne voit pas, comme on le verra plus tard, des hommes réduire d'autres hommes « à l'état de bête de somme ».

La pêche, la chasse, la cueillette, la pâture assurent au sauvage sa subsistance. Il n'a aucune garantie « de minimum » et, en cas de disette, personne ne songera à « alimenter celui qui ne chasse ni ne pêche » (1).

L'agriculture est dans l'enfance. L'institution du mariage existe, la femme est complètement asservie.

Le mode d'échange est « le troc ou négoce direct ».

II

Le patriarcat (2) suit immédiatement la sauvagerie. Ce stade de l'évolution se caractérise par l'incohérence et le morcellement dans le mode de production. Les travaux s'accomplissent par « familles non associées » (3). Ces familles sont durement asservies : « chaque père devient un satrape, qui érige toutes ses fantaisies en vertus et exerce sur sa famille la tyrannie la plus révoltante » (4).

(1) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère, Recueil*, p. 167.

(2) *Théorie des quatre mouvements*, page 84. V. le Tableau des mœurs chinoises, *id.*, p. 86-87.

(3) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère, Recueil*, p. 47.

(4). *Id.*, p. 166 et *Théorie des quatre mouvements*, p. 86. « Quoi de

« Le trafic ou négoce indirect » n'est soumis à aucune réglementation, « tout marchand jouit du droit de vendre à faux poids » (1).

C'est une phase où règnent l'ignorance et la pauvreté.

III

La phase qui suit, est la barbarie. « Les coupe-têtes ou barbares » occupent encore une partie de la surface de la terre. Ils tiennent sous le joug les agriculteurs qui assurent leur subsistance. La femme y est esclave.

Les coutumes des civilisés « excitent leur ironie » ; leur plus forte imprécation pour un ennemi c'est de lui souhaiter notre sort et lui dire : puisses-tu être réduit à labourer un champ » (2).

Les barbares possèdent un système monétaire. Leur façon de pratiquer l'échange n'est toutefois qu'une vente forcée » (3) car ils pratiquent « le monopole » et opèrent une « maximation » arbitraire de leurs marchandises.

plus vicieux et de plus injuste qu'Abraham qui renvoie Agar et son fils Ismaël dans le désert pour y mourir de faim, sinon qu'il a assez joui de cette femme et qu'il n'en veut plus... Voilà les vertus patriarcales dans tout leur éclat, et vous ne trouverez dans la conduite des Patriarches que des actions également odieuses. »

(1) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère*, page 143.

(2) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère*, Recueil, p. 630

(3) *Id.*, p. 143.

Ils connaissent l'art de bâtir, un art barbare « à rues étroites, maisons amoncelées, sans courant d'air ni jour suffisant, disparate général sans aucun ordre » (1).

(1) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère, Recueil*, p. 177.

CHAPITRE III

LA CIVILISATION. — SES MAUX

« Nous ne sommes que depuis un siècle en troisième phase de civilisation (1) », mais on s'aperçoit à certains signes que notre société « languit dans cette période ».

« Nous avons trop de matériaux pour un échelon si peu avancé ; et ces matériaux n'ayant pas leur emploi naturel, il y a surcharge et malaise dans le mécanisme social » (2).

La production est mal organisée, elle n'est dirigée d'après aucun calcul (3) et les individus l'orientent au hasard. « L'industrie est incohérente par manque de combinaison sociale ».

On ne sait pas d'abord discerner dès le bas âge et faire éclore les vocations industrielles de chaque enfant, appliquer leur activité aux divers emplois où leur nature les appelle (4).

(1) *Le Nouveau Monde*, p. 418.

(2) *Id.*, p. 418.

(3) *Théorie de l'Unité universelle*, t. 1, supplément à l'avant-propos, p. 96-97.

(4) *Théorie des quatre mouvements*, p. 104 : « Et je répète que

On ne sait pas donner de l'attrait au travail et le travailleur n'est ni associé, ni rétribué par dividende, mais salarié. On ne varie pas les tâches alors que « l'enthousiasme pour un travail déterminé ne peut se soutenir plus d'une heure et demie ou deux dans l'exercice des fonctions agricoles ou manufacturières..... Les amis ne sont pas réunis spontanément, donc manque d'intrigues, défaut de stimulation, qui donneraient de l'activité aux rivalités. » Les ateliers manquent de tout appât d'élégance et de propreté.

La distribution des tâches ne se fait pas selon les aptitudes des travailleurs, pas davantage selon leurs intérêts.

Le travail n'est pas ainsi organisé ni la distribution ainsi réglée que chacun, homme, femme ou enfant, jouisse pleinement du droit au travail et en récolte le maximum de profits. Au contraire, de quelques aptitudes ou quelque probité qu'il justifie, le travailleur ne pourra qu'accidentellement accomplir le travail qui lui sied davantage ; parfois même il sera dans l'impossibilité de tirer profit de ses capacités (1).

Il se produit d'énormes déperditions de forces (2), soit parce qu'on n'emploie pas à la production tous les bras valides, soit parce que certains bras sont

ce qu'il y a de vicieux, c'est la civilisation, qui ne se prête pas au développement des caractères donnés par Dieu. »

(1) *Théorie des quatre mouvements*, p. 183-184.

(2) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I, p. 198 ; t. III, p. 29.

dirigés vers des branches de l'économie qui n'en demanderaient qu'un nombre minime.

L'on crée ainsi de véritables parasites sociaux ; d'autres le sont par défaut d'organisation.

Parmi ceux-ci sont compris : les domestiques qui, avec une meilleure organisation, pourraient être réduits des sept huitièmes et deviendraient disponibles pour des travaux productifs, les femmes qui s'adonnent aux travaux du ménage.

Les parasites véritables sont les improductifs avérés ; Fourier nous en donne le tableau détaillée :

« Les armées de terre et de mer qui distraient du travail la plus robuste jeunesse et la plus forte somme d'impôts..... Les légions de régie. On voit la seule douane absorber en France 24.000 hommes..... Les neuf dixièmes des marchands et agents commerciaux..... Les oisifs, gens dits « comme il faut », passant leur vie à ne rien faire..... Les scissionnaires, gens en rébellion ouverte contre l'industrie, les lois, les mœurs et usages.

Tels sont les loteries et les maisons de jeux, vrais poisons sociaux, les chevaliers d'industrie, les femmes publiques, les gens sans aveu, les mendiants, les filous, les brigands et autres scissionnaires, dont le nombre tend moins que jamais à décroître, et dont la répression oblige à entretenir une gendarmerie et des fonctionnaires également improductifs » (1).

(1) *Théorie des quatre mouvements*, page, 396 ; et p. 373 : « Dans

Ce manque d'organisation provient aussi bien « de l'accaparement de la production » (1), et « du progrès de l'esprit mercantile » (2), que du « morcellement ».

La production est concentrée entre les mains d'un petit nombre d'entrepreneurs, qui ne visent qu'à réaliser des fortunes scandaleuses. Dans les capitales on voit l'opinion prosternée devant ces hommes qu'on appelle gens d'affaires, qui partagent l'autorité avec les ministres et « inventent chaque jour des moyens de s'approprier quelque tranche d'industrie » (3).

D'autre part, on a érigé le commerçant en « Saint du jour ». Aussi, le voit-on mener un train de vie splendide à côté du savant que dévore la misère. Il draine les capitaux pour les concentrer dans ses

un siècle si lésineux, dis-je, comment ne s'est-on pas aperçu que la principale économie doit être l'économie de bras, »

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I. Avant propos, p. 21 : « Le libre exercice est un leurre en industrie ; car il n'aboutit qu'à appauvrir la masse en multipliant les agents parasites, et assurer le bénéfice au fourbe de préférence à l'industriel. » Et le *Nouveau Monde*, p. 28 ; « L'industrialisme est la plus récente de nos chimères scientifiques ; c'est la manie de produire confusément sans aucune garantie pour le producteur ou salarié de participer à l'accroissement de la richesse.

(2) *Publication des manuscrits*, t. III, p. 4 et suiv. Voir aussi, *Théorie des quatre mouvements*, 3^e partie, p. 331 à 394. « De la licence commerciale, de ses vices connus et de ses dangers inconnus ».

(3) *Théorie des quatre mouvements*, p. 340.

affaires. Les commerçants, « ainsi qu'une nuée de vautours, dévorent l'industrie agricole et manufacturière. »

L'esprit d'agiotage n'a pas tardé à s'emparer des grands ; « l'ancienne noblesse, ruinée et dépossédée, cherche des distractions dans les intrigues du négoce. »

Les marchands pullulent et les chefs de famille renoncent à la culture « pour s'adonner au brocantage ambulante ». « Dans les grandes cités, comme Paris, on compte jusqu'à trois mille épiciers, quand il en faudrait à peine trois cents pour suffire au service habituel » (1).

Les conséquences de cette organisation défectueuse de la production se mesurent par la misère des classes laborieuses.

Le peuple civilisé ne meurt pas « de faim permanente », mais il meurt « de faim lente » par les privations ; « de faim spéculative » par les choses malsaines dont il fait sa nourriture ; « de faim imminente, en s'excédant de travail, en se livrant par besoin à des fonctions pernicieuses, à des fatigues outrées d'où naissent les fièvres, les infirmités : c'est toujours aller à la mort par la famine » (2).

Elles se mesurent par l'esclavage de l'enfant « à qui on demande dans les mines un travail de dix-neuf heures pour un salaire de famine », que l'on

(1) *Théorie des quatre mouvements*, p. 371.

(2) *Le Nouveau Monde industriel*, préface, page 34.

frappe et l'on maltraite dans tous les ateliers. Elles se mesurent « par l'abrutissement de l'ouvrier » astreint à la même tâche et le ravâlement de cet être pensant à l'état de machine inerte.

L'agriculture de son côté, ne se trouve pas à son véritable rang. Elle devrait occuper le premier rang ; or elle est asservie au commerce qui, pourtant, ne remplit qu'une fonction accessoire (1).

Elle est mal comprise, et comme le système de production industrielle, la technique agricole n'est ni réglementée ni combinée judicieusement. Chacun sur son terrain veut recueillir tout ce qui est nécessaire à sa consommation. « Pêle-mêle, le paysan cultivera blé et vin, choux et râves, chanvre et pommes de terre, sur tel sol où le blé seul aurait convenu » (2).

Le commerce ayant drainé tous les capitaux (3), le paysan pourra difficilement trouver des avances. D'ailleurs, il en recherchera le moins possible, car il n'en trouvera qu'à des taux exorbitants, 16 et 17 pour cent ; tandis que le commerçant en trouvera facilement à 3.

Les risques d'exploitation restent pourtant considérables, et pour être plus assuré de la réussite, il se

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 174 et suiv.

(2) *La Fausse Industrie*, t. II, p. 823.

(3) *La Fausse Industrie*, t. I, p. 420 et suiv. ; *Théorie de l'Unité universelle*, t. IV, p. 99.

contentera d'un minimum de bénéfices (1). Il ne pourra pas approprier les cultures à la nature de ses terrains ; elles lui seront imposées par des préoccupations d'une autre nature : comme la crainte d'être volé. Cette même crainte lui fera récolter les fruits de ses vergers avant maturité (2).

Le manque absolu de méthodes justes laisse la production entre les mains des politiciens, des parasites commerciaux et industriels. Constamment le commerce est cause de désordres sociaux, constamment il est cause « d'insolidarité » (3). Notre société est « pareille à un monde à rebours » et l'on en est à désirer un monopole général plutôt que son extrême fausseté dans la liberté.

Le mode de production est anarchique. Le mode de répartition va engendrer les pires abus. Il fera régner des inégalités excessives ; il sera la source pour les uns d'une extrême opulence, pour les autres d'une misère sordide. Il engendrera des institutions d'injustice, d'arbitraire et de misère haïneuse. En elles-mêmes ces institutions ne sont pas mauvaises. L'usage que l'on en fait n'est répréhensible que parce qu'il n'existe rien qui puisse réfréner

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 319-320.

(2) *La Fausse Industrie*, t. I, p. 68 : « De l'enchevêtrement des petites propriétés, résultent le larcin, la défiance, les procès et l'inaction. »

(3) *Théorie de l'Unité universelle*, t. II, p. 219.

la cupidité des personnes, ni empêcher les abus possibles.

L'institution de la propriété privée n'est autre chose dans la société civilisée « que le droit de gêner les intérêts généraux pour satisfaire les fantaisies individuelles » (1). Dans les villes on verra les propriétaires d'immeubles, priver d'air et rendre malsaines des constructions « où ils entassent économiquement des fourmilières de populace » (2).

La règle de subordonner leurs droits aux convenances générales existe, mais la seule préoccupation de l'aspect extérieur dicte les arrêtés et les règlements des pouvoirs publics. « La distribution civilisée, mode simpliste en méthode, ne régularise que l'extérieur, où elle ménage certains alignements et embellissements d'ensemble : telles sont diverses places et rues de villes, comme Pétersbourg, Londres, Paris, qui ont des quartiers neufs, construits en système obligé pour les particuliers qu'on astreint à suivre tel plan extérieur. Les tristes échiquiers..... ».

Si l'on se donnait pour but « d'assurer les jouissances aux riches et l'impunité à leurs crimes (3) », s'il ne s'agissait que de vouer les travailleurs, « les industriels » à la misère, aux déchéances morales et physiques, le dogme de l'égalité y suffirait.

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, introduction, t. III, p. 275.

(2) *Le Nouveau Monde*, p. 390.

(3) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 299, introduction.

Il sagit, au contraire, de chercher un ordre social « qui assure aux moindres des industriels assez de bien-être, pour qu'ils préfèrent constamment et passionnément leur travail à l'état d'inertie et de brigandage auquel ils aspirent » (1). Du dogme de l'égalité le peuple n'a cure. « Il ne veut pas être l'égal des riches, il se contenterait bien de vivre à la table de leurs valets (2) ».

En civilisation, il n'y a pas d'institutions ayant pour fonction d'assurer à tous le travail. Le salariat a ravalé l'homme au-dessous de la bête. Car si l'animal est parfois privé du nécessaire, il n'a pas l'inquiétude, qui naît de sa faculté de prévision.

L'homme qui n'a que son salaire est dans l'incertitude du lendemain. Il est jaloux de la situation brillante et stable de celui qui l'emploie : le salariat fait éclore des haines.

Par l'institution de l'hérédité, ces haines sont rendues permanentes, car il est possible qu'une fortune considérable aille à quelqu'un qui n'a rien fait pour l'acquérir. Haines des pauvres (3) pour les riches,

(1) *Théorie des quatre mouvements*, p. 412.

(2) *Publication des manuscrits*, t. III, p. 41 : Or, on a « la coutume de réduire autant que possible le salaire de l'ouvrier, et de fonder sur son extrême misère le succès des manufactures, qui prospèrent en raison de l'appauvrissement de l'ouvrier ».

(3) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 310 : « L'État civilisé, en forçant à concentrer les héritages sur un très petit nombre de têtes fait éclore de part et d'autre les germes de haines ».

conflits sans qu'il y ait possibilité d'entente résultant des modes de répartition des biens telle qu'elle se pratique par suite « d'incohérence industrielle ».

CHAPITRE IV

GARANTISME

Le remède immédiatement applicable est le garantisme.

Sur la base vicieuse actuelle des ménages incohérents, cultivant sans association, pratiquant le travail morcelé, peut s'élever « un édifice de demi-bonheur » (1). L'instrument qui servira à édifier sera la demi-association.

La production s'organisera par le travail morcelé des familles, mais « cette demi-association établira entre elles des solidarités ou assurances corporatives étendues à la masse entière, afin qu'aucun individu ne soit excepté du bienfait des garanties » (2). La civilisation n'aura été qu'un fléau passager. « Elle aura été nécessaire pour créer la grande industrie, les hautes sciences et les beaux arts, nécessaires à l'établissement du régime sociétaire, qui est incompatible avec la pauvreté et l'ignorance » (3).

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 275.

(2) *Le Nouveau Monde*, p. 418.

(3) *Le Nouveau Monde*, p. 418.

Association partielle entre tous les membres de la Société, solidarisés par l'assurance mutuelle : voilà la formule du garantisme.

Voici en vue de quels effets doit être opérée toute réforme.

« 1° Tendre au minimum proportionnel et aux sept
« droits naturels.

« 2° Servir toutes les classes utiles, sans lésions
« d'aucune.

« 3° Se concilier avec toute autorité en n'opérant
« que sur l'industrie et l'économie domestique.

« 4° Associer en intérêts les classes extrêmes, c'est-
« à-dire enrichir les peuples par toute opération fa-
« vorable au fisc.

« 5° Opérer par unité d'action et intégralité d'emploi
« ou application à la masse entière (sans excepter
« ni les barbares, ni les sauvages) » (1).

Toute réforme n'est efficace que si elle satisfait à ces conditions. Fourier dans un autre tableau, qui est précisément la contre-partie, indique quelles préoccupations déterminent habituellement toute activité :

« 1° Négliger toutes recherches sur les voies du
« minimum et de garantie des droits naturels.

« 2° Servir des partis sans subvenir aux besoins du
« peuple.

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 270.

« 3° Susciter les factions contre l'autorité, sous un
« masque de sollicitude pour les industriels.

« 4° Cribler une nation de dettes et de charges
« qui appauvrissent le peuple et le fisc à la fois.

« 5° Enfin opérer en duplicité d'action sans nulle
« intégralité d'application » (1).

Les instruments qui réaliseront la formule garantiste sont l'Individu et l'Etat.

Les institutions de garantie qu'ils formeront s'appliqueront à l'échange, au crédit, à la production et à la consommation.

A l'échange (2) pour ruiner le commerce, au crédit pour l'organiser et pour empêcher les taux usuraires, à la production pour donner le maximum de rendement, à la consommation pour réaliser des économies.

Une institution centrale fusionnerait toutes ces branches en une économie mondiale qui admettrait tout le genre humain à participer aux bienfaits des garanties et à se sentir uni par les liens de la plus étroite solidarité.

Ces institutions, véritables « embryons sociétaux » auront des fonctions multiples. Elles auront, pour se distinguer les unes des autres, une fonction

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 270.

(2) Il ne faut pas s'étonner de voir les institutions d'échange occuper une si grande place dans la doctrine de Fourier. Il est l'ennemi déclaré du commerce et le manifeste à tout propos.

essentielle qui les rangera dans la branche d'économie pour laquelle elles sont créées ; elles auront de plus des fonctions accessoires pour mettre leurs membres à l'abri de la misère, leur faire réaliser des économies de toutes sortes, les assister par leur travail.

Le comptoir communal (1) est un entrepôt agricole. Il fait des avances sur consignation. Il manutentionne et fait le commerce.

Sa fonction principale est donc d'entreposer. Le paysan y apportera sa récolte et recevra une avance « des deux tiers de la valeur présumée ». Cette avance lui permettra d'attendre, pour la vente de cette récolte, un taux plus rémunérateur ; autre avantage, il s'évitera des frais de manutention et assurera à sa récolte des conditions meilleures de conservation, « bon grenier, bonne cave, bonnes futailles, des instruments et agencements suffisants » ; troisième avantage, il pourra travailler à l'entrepôt et être « payé tout en soignant son blé et son vin qui gagnent en valeur ».

Comme fonction accessoire, il aura à fournir aux consignateurs « des étoffes, denrées de première

(1) *Théorie de l'Unité universelle* t. III, p. 284, 296. « C'est une maison de commerce mixte cumulant négoce et manutention économique des objets consignés ». — Voir ensuite, *Manuscrits, la Phalange, Revue de la Science sociale*, septembre-octobre 1845, p. 202 et suiv.

nécessité et drogues d'emploi habituel » dont il aura fait ample approvisionnement ainsi que « de tous les objets d'une consommation assurée ».

Il donnera « en toute saison des fonctions lucratives à la classe indigente ».

Il fera des avances au taux le plus bas, à tout cultivateur « dont les domaines présenteraient garanties. »

Il réduira les frais de gestion domestique des ménages pauvres « et même des moyens », car il aura tous les avantages d'un vaste ménage qui posséderait « jardin, grenier, caves, cuisines et manufactures » en commun, et réaliserait toutes les économies rendues possibles par l'association.

Il fera pour son compte des cultures, aura des troupeaux et donnera « à ses agents même les plus pauvres, une portion d'intérêt sur quelques produits spéciaux, comme laines, fruits, légumes etc... » (1).

En quoi le comptoir communal sera-t-il garantiste ?

Par toutes ses fonctions il jouera parfaitement ce rôle. Il formera une demi-association pour la « culture, la fabrique, le commerce, et surtout la cuisine et le soin des enfants » ; il réalisera une économie de

(1) *Théorie de l'Unité Universelle*, t. III, p. 284 : « Afin d'éveiller en eux cette activité, cette sollicitude qui naît de la participation sociétaire, les préserver de l'insouciance, qui caractérise les salariés civilisés ».

bras, et montrera la fécondité du travail en association.

En fournissant du travail constamment, il fera cesser l'indigence et le vagabondage. Par les parts d'intérêts, il supprimera le salariat, incapable « de soucis et de sollicitude industrielle ».

En variant les travaux il amènera l'amélioration intellectuelle des travailleurs.

Par l'organisation d'un commerce coopératif, il affranchira les consignateurs « des marchands et agioteurs ».

Par l'organisation de séances de bourses, chaque consignateur délibérera sur les achats et ventes du comptoir, ou tout au moins aura « voix consultative ».

Le comptoir communal aura par le même coup, servi les vues de l'évolution.

La ferme d'asile (1) a pour but principal d'extirper l'indigence des campagnes. Elle offrira son toit et du travail aux indigents, fournira un abri et des soins aux infirmes.

Ses fonctions secondaires consisteront à organiser « des salles d'éducation » pour les petits enfants.

Elle procurera aux jardiniers, des vêtements, des instruments de travail.

(1) *Le Nouveau Monde*, page 431-434.

Elle assurera à ses travailleurs une nourriture saine et abondante et les avantages d'une vie aisée.

Elle s'occupera des étables, portera ses soins sur les travaux de jardin, plutôt que sur les travaux de grande culture.

« Si nous transportons le lecteur à l'époque où les fermes fiscales auraient pris consistance », le bien-être (1) qui régnerait dans les fermes, ferait naître un véritable exode des villes vers les campagnes : l'ouvrier déserterait l'atelier pour s'y faire admettre. De son côté le paysan vendrait son lopin de terre « pour acheter des coupons d'action à la ferme, et s'y enrôler ».

Toutes les fermes d'asile se concerteront et ainsi pourront se passer des négociants, « faire leurs achats et ventes directement les unes chez les autres ». Elles offriront au surplus « des garanties de vérités » si suffisantes que l'on n'aurait plus de confiance dans les commerçants, qui ainsi ne tarderaient pas à disparaître.

Tous les capitaux disponibles passeraient aux fermes fiscales, et leur placement ne se ferait plus « chez les accapareurs, banquiers ou marchands qui n'existeraient plus, mais en « terres, fabriques, entreprises judicieuses. »

(1) Le *Nouveau Monde*, p. 433, l'ouvrier... « jouirait d'une existence aussi douce qu'elle est pénible dans les greniers des villes, où il fait du matin au soir pendant trois cent soixante-cinq jours, le même ouvrage, au grand préjudice de sa santé ».

La ferme d'asile servirait l'évolution par la suppression de l'indigence, « la restauration des climatures et des forêts..... par diminution de bois de chauffage ! »

La Banque rurale (1) effectuera des prêts à 6 pour cent. Sa fonction essentielle est d'être un établissement de crédit.

Elle aura « un jardin et une fabrique et fournira aux agents pauvres des occupations agréables et variées ». Elle secourra aussi les infirmes.

Elle établira des caisses d'épargne cantonales, occupera « le petit contribuable, pour qui les banques rurales feraient l'avance de l'impôt » le nombre de journées nécessaires pour faire rentrer ses avances (2).

Certains maux sociaux seraient ainsi supprimés.

Elle ruinera les prêteurs à taux usuraires de 12 à 24 pour cent et elle défendra la petite épargne.

Son rôle social exact est de détruire certains « germes de mal » pour les transformer « en voies de bien ».

Banques rurales, entrepôt communal, fermes d'asile, ne sont pas isolés nécessairement, puisqu'ils ont des rouages secondaires identiques, qui accom-

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I, p. 136-137.

(2) Elles deviendraient aisément des associations de production « au moyen d'un jardin et d'une fabrique annexés à l'édifice ».

plissent des fonctions identiques. Au-dessus, et pour assurer l'harmonie complète, on instituera l'Entrepôt fédéral (1), ou concurrent.

Il réunira les entrepôts aux entrepôts jusqu'au bout du monde. Les produits circuleront, sans qu'il soit besoin d'un intermédiaire, entre le producteur et le consommateur. « Le secret est la consignation sur avances. » Le producteur touchera le prix de vente intégral de son produit. Le consommateur, d'autre part, sera assuré contre la fraude et n'aura pas à craindre une hausse illégitime dans le prix de la marchandise.

La rétribution sera légère pour toutes ces garanties; l'entrepôt concurrent se contentera du 1 pour cent. Les avantages seront considérables : réduction des armées de terre et de mer, « retour au travail productif de toute la masse des douaniers....., retour au travail productif des 9/10 des familles..... »

L'entrepôt concurrent fera apparaître « un système commercial conforme à la vérité ». C'est l'institution garantiste qui se rapprochera le plus des véritables institutions sociétaires.

Il faut, autant que possible, éviter d'avoir recours à l'Etat. Toutefois, comme il ne peut être question de le supprimer, il faudra l'utiliser pour assurer le

(1) *Publication des manuscrits*, t. III, p. 205-206. Fourier dit de l'Entrepôt qu'il est le « précurseur ».

bon fonctionnement de ces institutions de garanties, remèdes aux maux de la civilisation; il devra aussi accomplir œuvre positive et travailler à avancer l'avènement du régime d'harmonie sociétaire.

L'Etat emploiera la contrainte « pour obliger les classes indigentes à s'incorporer aux fermes fiscales ». Il interviendra au moment de leur formation, les dirigera par la suite (1).

Pour faire cesser les abus de la production anarchique, il protégera l'industrie et l'agriculture en réduisant progressivement la concurrence, en soutenant surtout les institutions d'assurances, car « toutes les catégories d'industrie doivent être assujetties à double solidarité, contre les fraudes et banqueroutes, et contre l'abandon des ouvriers » (2).

Pour supprimer les maux du commerce ou tout au moins les atténuer, il établira « la régie bi-composée » où les producteurs et l'administration sont ligüés, non pour contenir le commerce mais pour l'exercer eux-mêmes par commis salariés et amovibles » (3).

(1) *Le Nouveau Monde*, p. 422-432. — Fourier dans une lettre à Muiron, donnée par Pellarin, 4^e édition, p. 212, dit : « Ce sera une théorie très curieuse et très agréable aux gouvernements civilisés, qui verront que tous les énormes bénéfices des banquiers et agioteurs doivent retourner au fisc par l'établissement du régime de vérité garantie ».

(2) *Le Nouveau Monde*, p. 301.

(3) *Publication des manuscrits*, t. III, p. 225.

Le bénéfice ira au producteur, sauf la provision de régie au gouvernement.

Pour voir l'éclosion définitive et complète d'une société garantiste, il faut que les garanties s'appliquent aux douze passions de l'homme : « On ne peut arriver au bonheur collectif sans satisfaire les passions de tout le monde. »

Il est nécessaire de donner en un court résumé les trois catégories dans lesquelles Fourier range les passions secondaires ou passions qu'il faut satisfaire.

Les douze passions secondaires se répartissent en 5 sensitives, 4 affectives, 3 distributives. « Les sensitives sont constituées par les appétits sensuels, qui à des degrés inégaux exercent leur empire sur les individus : « la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût, le tact ». Les affectives sont les appétits simples de l'âme : « le groupe d'amitié, le groupe d'amour, le groupe de paternité ou de famille et le groupe d'ambition ou corporatif ». Les distributives, qui ont la propriété de former et diriger les séries de groupes : « la cabaliste » ou esprit de parti, « passion de l'intrigue, très ardente chez les courtisans, les ambitieux, les commerçants, le monde galant » ; « la composite » ou fougue aveugle est l'opposée de la cabaliste qui est une fougue réfléchie, elle porte à l'enthousiasme par l'aveuglement des sens et de l'âme, son domaine est spécia-

lement l'amour ; « l'alternante ou papillone » est le besoin de variété périodique (1).

Au-dessus de ces douze passions, la « passion pivotale ou unitéisme » ; c'est le penchant de l'homme à concilier son bonheur avec celui de tous ceux qui l'entourent et de tout le genre humain (2).

« Les garanties en cadre général doivent s'appliquer aux douze passions : il est nécessaire d'assurer du plus au moins le libre exercice de chacune. Il suffit, cependant, que la garantie s'étende aux neuf, dites sensuelles et affectueuses ; elle s'étendra par la suite aux trois autres, nommées mécanisantes ».

Le premier but à se proposer pour la bonne marche de la société, c'est « d'assurer au peuple du travail en cas de santé et des secours, un minimum social en cas d'infirmité ». Le problème serait vite résolu en société harmonienne. En société garantiste, il faut des garanties corporatives sur chacune des quatre passions affectives et sur la pivotale.

La garantie d'unitéisme consistera dans la création de comptoirs communaux. Ces comptoirs feront cesser l'indigence et mettront un terme, dans les campagnes, au vagabondage.

La garantie d'ambition sera dans l'admission libre aux emplois et dans la liberté d'exercice de l'industrie.

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, tome I, pages 143 et suivantes.

(2) *Théorie des quatre mouvements*, page 116.

La garantie d'amitié sera dans l'obligation pour les testateurs, de ne pas laisser tout leur avoir aux membres de leur famille, mais de faire une part « aux corporations de savants et d'artistes, aux communes pour travaux publics et embellissements ».

La garantie de familisme sera dans les mesures prises pour protéger la famille, telles que l'impôt du célibat progressif « sur les sybarites qui se dispensent de toutes les charges de l'état de famille ».

Les garanties d'amour consisteront dans des indemnités données « au célibat féminin, à la paternité, à la virginité ».

Ces garanties auront besoin du comptoir communal comme point d'appui ; elles seraient, sans cela, inefficaces, et pour s'établir même à demi, il leur faudrait énormément de temps.

Que sera le garantisme pour les passions sensibles ?

Une erreur de nos sciences a été toujours de dédaigner l'agréable et croire qu'on ne doit songer qu'à l'utile. C'est une des mille erreurs de notre « simplisme ». Nous pouvions arriver aux garanties sociales et même à l'association par l'agréable. Le moyen principal eût été la construction et la distribution méthodique des édifices : problème d'utilité en même temps que d'agrément. Il y a dans ces passions sensibles des passions qui nous transportent plus que d'autres, mais « la nature a établi son plan

sur l'essor combiné de toutes cinq et sur leur amalgame avec l'unitéisme ».

Le garantisme devra tendre à la satisfaction de nos cinq sens, par des constructions méthodiques plus spécialement adaptées aux villes. Ce moyen matériel de construction d'une ville « selon le régime de garantie sensitive, sur la beauté et la salubrité » amènerait l'éclosion de l'association, accomplissant par là la même tâche que le comptoir communal dans les campagnes.

Les garanties sensibles amèneront la construction des villes de sixième période selon les dispositions suivantes :

La ville aura trois enceintes : la première contiendra la cité ou ville centrale, la seconde contiendra les faubourgs et les grandes fabriques, la troisième comprendra les avenues et la banlieue.

Dans chaque enceinte, on adoptera des dimensions différentes pour les constructions.

Les enceintes seront constituées « par des palissades, gazons et plantations qui ne doivent pas masquer la vue ». Il devra y avoir dans la cité autant de terrain libre que de terrain en bâti ; dans les faubourgs, les terrains vacants occuperont un espace double des terrains en bâti ; dans la banlieue, les espaces découverts auront une superficie qui sera le triple de celle des terrains occupés par des constructions.

Une habitation commune logera plusieurs ménages et ainsi certaines dépenses, de domesticité, d'alimentation par exemple, seront supportées en commun. En adoptant le mode de construction que nous avons décrit pour la ville, on aura ainsi satisfait à la vue, au tact, à l'odorat, au goût. Pour satisfaire l'ouïe, on relèguerait dans des rues spéciales, on aménagerait certaines parties des édifices pour « les apprentis de clarinette, etc... »

CHAPITRE V

L'HARMONIE.

Nous avons vu que toutes les institutions garantistes servaient à une double tâche : mettre fin aux maux de la civilisation, être des voies de transition entre la civilisation et la société harmonienne. Nous avons vu aussi que le système des garanties ne serait pas complet tant qu'on ne l'aurait pas étendu au douze passions de l'homme.

Mais le garantisme a fait son temps, il a surtout accompli sa tâche, l'homme a vu l'avènement de la période la plus heureuse, la plus ordonnée, la plus harmonique.

L'intérêt général concorde avec l'intérêt individuel. L'association est la base de la société, l'attrait ou l'attraction sa loi unique. Sans user de contrainte, par un système ordonné, Fourier a trouvé la combinaison qui correspond à la destinée sociale de l'homme, qui est le bonheur dans la liberté.

La phalange est la cellule organique de la nouvelle société, c'est une manière de bourg qui ne pratique-

rait plus le travail morcelé, incohérent par familles isolées, mais le travail « par associations ».

Pour constituer la phalange, il n'a pas fallu faire un choix parmi les candidats, on a accepté tous ceux qui se sont présentés jusqu'à ce qu'on eut atteint le quorum : riches et pauvres, ouvriers à aptitudes diverses, à puissances de travail inégales, femmes et enfants. « Il est bien important qu'une phalange soit composée de gens très inégaux en fortune comme en autres facultés. La phalange où les inégalités seront les mieux graduées, atteindra le mieux à la perfection d'harmonie, en répartition et autres relations » (1). La phalange doit former « un véritable concert d'extrêmes inégalités ».

En s'inscrivant, chaque associé fera son apport. « Le pauvre, ne possédât-il qu'un écu, un demi-écu, peut prendre part à l'une des actions populaires divisées en parcelles fort petites. Il porte ses moindres épargnes à la régence et va s'inscrire pour un dix millième d'action » (2). En dehors des apports en argent, le propriétaire foncier a mis en société sa terre, l'ouvrier sa force de travail.

La phalange est devenue propriétaire. « La propriété individuelle n'a pas disparu, elle a subi une transformation juridique, elle est devenue la pro-

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. IV, p. 510-511.

(2) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I, p. 199.

priété individuelle sociétaire ou la propriété individuelle associée. »

Le moindre associé peut dire : « nos palais, nos magasins, nos trésors », puisque les immeubles, les terres, les instruments de travail garantissent la valeur des actions.

Ces actions sont remboursables à vue et elles sont transmissibles, moyennant l'accomplissement de certaines formalités : « le capital est donc complètement mobile », « de là vient que les rôles de propriétaire et capitaliste deviennent synonymes en harmonie » (1).

La phalange a construit l'édifice commun qui doit l'abriter, le phalanstère. Chacun travaille : « les séances industrielles sont courtes, variées..., les ateliers et les cultures présentent à l'ouvrier les appâts de l'élégance et de la propreté..., les compagnies d'amis spontanément réunis... sont intriguées et stimulées par des rivalités très actives..., la division du travail est portée au suprême degré afin d'affecter chaque sexe aux fonctions qui lui sont convenables », chacun est surtout assuré d'un bien-être présent et à venir pour lui et pour les siens (2).

« L'esprit de propriété est le plus fort levier qu'on connaisse pour électriser les civilisés » (3). Dans la

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 451-453.

(2) *L'Harmonie universelle et le Phalanstère*, Recueil, p. 197.

(3) *Id.*, p. 227.

nouvelle organisation, l'intérêt personnel n'est plus le seul moteur de l'activité économique de l'homme, l'attirance du travail, sa facilité d'accomplissement sont des moteurs aussi puissants.

Les mêmes détails d'un même travail sont exécutés par « un groupe » ; les différents groupes qui travaillent dans une même branche d'industrie forment ce qu'on appelle « une série ». « Vingt groupes cultivant vingt sortes de roses forment une série de rosistes quant au genre, et de blancs rosistes, jaunes rosistes, mousses rosistes, etc., quant aux espèces » (1).

La série « est l'unique levier qu'on emploie en association ». Il ne faut pas qu'une série travaille isolément car elle tendrait tout au plus « aux accords de mécanique matérielle, division de travail, perfection de détail, etc... » (1).

La distribution du travail à des groupes, qui eux-mêmes le distribuent à des séries, amène une division dans le travail poussée extrêmement loin. Cette division du travail est nécessaire « pour atteindre à la mécanique des passions, sans laquelle il n'y aurait pas d'industrie attrayante » (1). « Pour atteindre au succès passionnel, il faut mettre en jeu une masse de séries, au moins 50 à 60 et au plus 500 ; puis abréger tellement leurs séances, que chaque sociétaire puisse figurer dans un grand nombre de séries, en fréquen-

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I, p. 142-143.

ter 50 ou 60 s'il se peut » (1). Cette division du travail dépasse de beaucoup ce que nous pouvons imaginer.

Le phalanstérien a un logement à lui, il jouit de ses revenus comme il l'entend. La vie en association est une source d'économies de toutes sortes. Les séries le déchargent des soins importuns et des travaux qui pour lui manqueraient d'attrait.

A la fin de l'année, après avoir procédé à l'inventaire, on partage les bénéfices entre tous les associés dans les proportions suivantes :

5 1/2 au travail manouvrier,

4 1/2 au travail actionnaire,

3 1/2 aux connaissances théoriques et pratiques.

Chacun peut, selon ses facultés, participer aux 3 classes de bénéfices, cumulativement ou séparément (1).

Ce quantum de répartition n'a rien de fixe, il peut être modifié dans ses proportions.

La phalange possède un organe d'administration intérieure, l'aréopage, « ses opinions et ses décisions sont subordonnées au vœu de l'attraction, chaque série étant maîtresse de statuer librement sur ses intérêts industriels : ainsi, l'aréopage ne peut pas ordonner la moisson, la fauchaison ; il déclare seulement que telle époque est opportune, d'après telles

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 444.

observations météorologiques ou agronomiques ; là-dessus chaque série opère selon sa volonté, qui ne peut guère différer de l'aréopage, puisqu'il est puissance d'opinion » (1).

Comme il faut assurer l'adaptation de la production aux besoins, « il y a dans chaque phalange une classe d'officiers qui sont négociateurs titrés, et sont chargés par divers groupes et diverses sectes de diriger leurs affaires (2) ». C'est l'élection qui tempère leur autoritarisme possible.

Un autre grand problème à régler, c'est celui du rapport des phalanges entre elles ; ces rapports économiques entre phalanges sont peu déterminés ; on voit bien que l'ensemble des phalanges fonctionne sous la direction d'un conseil supérieur qui établit les taux d'échange entre phalanges pour la satisfaction des besoins qui se trouveraient insatisfaits ou sursatisfaits.

Ajoutons que ces rapports économiques sont déterminés aussi par la tenue journalière de séances de bourse. « Chaque jour on y négocie au moins 1.000 assemblées de groupes, environ 600 pour le lendemain, environ 300 pour les jours suivants, et 100 pour le service extérieur avec les phalanges voisines (3) ».

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. III, p. 447.

(2) *Publication des manuscrits*, t. I, p. 103-105.

(3) *Publication des manuscrits*, t. I, p. 103-105.

CHAPITRE VI

COMMENT S'OPÈRE L'ÉVOLUTION

« L'association domestique » est le but poursuivi. Et, avons-nous dit, cette marche vers l'association s'accomplit d'une façon lente, mais sûre.

La distribution des périodes dans la vie de l'humanité, sans être tout à fait arbitraire, ne correspond pas au réel ; elle constitue une classification commode pour l'esprit, et, comme toute classification, elle consiste à réunir sous une étiquette commune, un certain nombre de caractères généraux. Mais, outre les caractères généraux, il en est de moins apparents, qui se rangent difficilement sous l'étiquette commune, et qui, en se développant, feront éclater dans l'état social une contradiction interne dont la solution constituera un progrès. Ces caractères secondaires sont des institutions d'avenir et préparent la période suivante dont ils seront les rouages essentiels.

Nous ne cherchons pas encore quels sont les causes, les forces motrices de cette évolution. Nous en étudions la forme, et, il nous apparaît qu'au sein

d'une période naissent, suscitées, comme dit Fourier, « par le besoin et l'instinct », d'autres institutions qui, au lieu de s'harmoniser avec celles existantes, en sapent les fondements, pour être à leur tour le centre autour duquel s'édifiera un nouvel édifice social. « Ainsi, le système monétaire, tout opposé aux règles de la libre concurrence, est un emprunt sur la période six, garantisme, où l'on saurait organiser les vraies garanties dont la civilisation n'a aucune connaissance dans ses bavardages de liberté » (1).

Ainsi, la marche de l'humanité dans le temps est ininterrompue. Les transformations ne se font pas brusquement, ne résultent pas de cataclysmes qui ne laisseraient rien subsister du passé. Le croire serait méconnaître les lois mêmes de la vie, car sur les ruines ne peut naître spontanément un article social nouveau. Celui-ci devra croître petit à petit, s'achever, et alors amener la disparition des institutions anciennes qui, rendues inutiles, tomberont par désuétude.

Si les transformations sociales s'opèrent par évolution et non par révolution, toutefois elles résultent des caractères contradictoires que présentent les institutions qui réalisaient l'ordre ancien et celles qui

(1) *Le Nouveau Monde*, p. 406.

préparent le nouvel ordre. Dans les contraires se trouve donc la condition de tout progrès.

Il en sera de même pour Karl Marx. Nous n'entendons pas dire qu'il aura sur la marche historique de l'humanité, la même conception que Fourier ; et il n'est pas davantage dans notre idée de faire croire que l'auteur du « matérialisme historique » emprunte à l'associationisme fouriériste ses principes d'explication.

La différence entre les deux doctrines est considérable. Pour Marx, Fourier est de ces utopistes qui, « à l'activité sociale absente, supplèèrent par des inventivités personnelles ; aux conditions historiques de l'émancipation, ils supplèèrent par des conditions imaginaires ; à l'organisation d'un prolétariat lentement et spontanément mûri à la vie de classes, ils supplèèrent par une organisation de la société laborieusement enfantée par eux. Toute l'histoire universelle future se réduit pour eux à la propagande et à la mise en pratique de leurs plans de société » (1).

Mais si Karl Marx précise les antagonismes, pour en faire naître les haines les plus farouches et les plus effroyables conflits, pour lui comme pour Fourier elles sont la condition et constituent la forme apparente que prend l'évolution.

(1) Manifeste communiste : Le socialisme et le communisme critico-utopique.

Des désaccords naît le mouvement. La stabilité sera dans le parfait accord, dans l'harmonie de toutes les institutions coopérant au même but. C'est pourquoi toute réforme doit être systématique, faite sur un plan d'ensemble, nous pouvons dire organique. Le principe est l'association.

Saint-Simon et Auguste Comte insisteront sur ce point. La parfaite « cohérence logique » était réalisée au moyen âge, et c'est la raison qui explique la prédilection qu'avait, pour cette période de l'histoire, le fondateur du positivisme. « Le secret de cette prédilection de Comte pour le moyen âge n'est pas difficile à découvrir. Il ne se lasse pas de célébrer l'organisation catholique de cette période, la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, et enfin « le miracle de l'hégémonie papale » (1). « Cette tendance spontanée, dit Auguste Comte, à constituer directement une entière harmonie entre la vie spéculative et la vie active doit être finalement regardée comme le plus heureux privilège de l'esprit positif dont aucune autre propriété ne peut aussi bien manifester le vrai caractère et faciliter l'ascendant réel » (2).

Le même sentiment se trouve chez Proudhon, que « l'ordre social » ne peut être que le résultat de l'application rationnelle des lois établies par la science.

(1) Lévy-Bruhl, p. 330, *La philosophie d'Auguste Comte*.

(2) A. Comte, *Discours sur l'esprit positif*.

L'humanité est arrivée au point de son progrès où elle reconnaît enfin le pouvoir de la science, compréhension claire et complète de l'ordre de l'univers (1).

(1) *Proudhon* par Hubert Bourgin, p. 20

CHAPITRE VII

LES FACTEURS DE L'ÉVOLUTION.

L'évolution conduit à l'association. Mais, ce n'est là exprimer des choses que ce qui est apparent ; il faut sous le mouvement découvrir les forces qui le produisent ; il faut élargir un peu la trame trop serrée du réel, pour apercevoir, au travers, qui pousse à la roue de l'histoire...

Or, le moteur de l'évolution sociale est Dieu... Fourier dit, après avoir parlé des maux de la civilisation : « Quant au séjour de ce bas monde, en y voyant, après 3.000 ans de lumières, le triomphe des perfidies et des fureurs sociales, comment les esprits romantiques peuvent-ils admettre que cet ordre infâme puisse convenir aux vues de la Divinité et à la nature de l'homme ? » Plus pénétrants et plus religieux ils auraient dit : « Tant d'horreurs ne sauraient être les fins d'une sage providence : Dieu aurait préféré ne pas créer le monde, s'il n'en eut auguré que ce chaos est parfait. Nous sommes donc réservés à quelque sort différent, dont nous ignorons la route : essayons de nouvelles méthodes scientifi-

ques ; explorons les sciences négligées ; cherchons, suivant le conseil de la parole divine : *Quærite et invenietis* » (1).

Il est un ordre social parfait, qu'il s'agit de retrouver pour, du même coup, trouver le bonheur. Que cet ordre existe, cette seule hypothèse est conciliable avec le sentiment que nous avons de la justice, de la puissance et de la bonté divine.

Créatures de la divinité, nous sommes seuls responsables de nos misères. Nous les créons en oubliant les dispositions divines. En même temps que le sentiment religieux s'efface en nous, nous nous écartons des voies de la Providence ; et nous sommes portés à attribuer à notre faible raison, rendue ainsi indépendante, les facultés législatives. « Quels auraient été les motifs de Dieu pour renoncer à remplir cette fonction qu'il lui était si facile d'exercer, en nous donnant un code étayé d'attraction ? Quel motif aurait-il eu de nous le refuser ? Il y a sur cette lacune sextuple opinion.

1° Ou il n'a pas su nous donner un code social d'attraction, justice, vérité, unité : dans ce cas il est injuste en nous créant ce besoin sans avoir les moyens de nous satisfaire, comme les animaux, pour qui il compose des codes sociaux attrayants et régulateurs du système industriel ;

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, tome I, page 181-182.

2° Ou il n'a pas voulu nous donner ce code, et dans ce cas il est persécuteur avec préméditation, nous créant à plaisir des besoins qu'il nous est impossible de contenter, puisqu'aucun de nos codes ne peut extirper les sept fléaux lymbiques ;

3° Ou il a su et n'a pas voulu : dans ce cas il est l'émule du Diable, sachant faire le bien et préférant le règne du mal ;

4° Ou il a voulu et n'a pas su : dans ce cas il est incapable de nous régir, connaissant et voulant le bien qu'il ne saura pas faire, et que nous pourrions encore moins espérer ;

5° Ou il n'a ni su ni voulu : dans ce cas il est au-dessous du Diable, qui est scélérat, mais non pas bête ;

6° Ou il a su et voulu : dans ce cas le code existe, et il a dû nous le révéler, car à quoi servirait ce code, s'il devait rester caché aux hommes à qui il est destiné ? » (1)

C'est ce code que Fourier a découvert ; et lui, « prophète divin », l'a révélé au monde. Son œuvre en est une sorte de commentaire ; elle constitue, dans sa partie positive, comme une paraphrase du principe divin d'attraction. Sur quel ton enthousiaste, il parle de la nouvelle science : « Savants honorables, déclarez-t-il, abjurez, dans cette conjoncture décisive,

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. II, p. 252-253

l'esprit cauteleux, et opinez franchement sur le fond de la nouvelle science. Eût-elle quant aux accessoires, un millier de tâches, elle n'en serait pas moins voie de Dieu et gage de salut des hommes, puisqu'elle présente un traité de l'attraction qui est interprète divin sur les harmonies sociales, comme la révélation est oracle divin sur les choses religieuses » (1).

Le mécanisme réglé par Dieu est le meilleur possible. Il a fait en sorte que l'homme se déterminât par goût et non par contrainte ; et que cette activité librement dépensée, fut cependant plus productive que celle astreinte à une tâche déterminée.

Je cite encore Fourier :

1° Nécessité d'un mécanisme industriel réglé par Dieu. Dans ses créations il n'opère pas au hasard, ni sans aucun plan ; tout y est géométriquement distribué. Il a donc dû, avant de créer les passions humaines, son plus important ouvrage, en déterminer et prévoir les effets, leur assigner un but et un mécanisme dignes de sa sagesse.

Ce mécanisme est nécessairement allié à l'industrie, puisque Dieu nous a soumis les règnes.

2° Propriété d'attraction inhérente au mécanisme divin. S'il n'était pas attrayant, Dieu tomberait : 1° dans la duplicité de système, en fondant notre in-

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. II, p. 183-184.

dustrie sur la contrainte, tandis qu'il fonde sur l'attraction celle des animaux libres, castors, abeilles, guêpes, fourmis, etc. ; 2° dans la contradiction, en ce qu'il nous mettrait à plaisir en rébellion avec lui-même, par le défaut d'appât dans les travaux qu'il exige de nous.

3° Nécessité du calcul de l'attraction passionnée, reconnue depuis Newton pour interprète et agent de Dieu en impulsions d'harmonie ; c'est donc elle qu'il faut consulter pour découvrir les vues de Dieu sur le mécanisme industriel.

4° Concours de l'attraction industrielle avec la vérité, car on ne peut pas supposer que Dieu admette le mensonge pour ressort dominant ; or, quand la vérité s'alliera avec l'attraction industrielle, nos passions appelées aujourd'hui nos ennemis, deviendront nos amis en nous conduisant à la richesse par la pratique de la vérité » (1).

Les lois de l'attraction expriment la volonté divine. Newton les avait découvertes pour le monde matériel. Fourier considère sa découverte comme plus importante que celle de Newton, parce que d'une plus grande utilité sociale, mais elle est confirmée par celle-ci en même temps qu'elle la confirme.

Cette découverte nous révèle que Dieu suit les voies les plus simples. Dieu n'a pas eu recours à

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I. Supplément à l'avant-propos, p. 105-106.

deux principes différents pour régir le monde matériel et le monde moral. Ainsi, il n'y a qu'une science qui est celle des premiers principes par qui chaque chose s'explique ; Fourier intitule l'un de ses ouvrages : « Théorie de l'Unité universelle. » Et, parlant de ceux qui, contre toute évidence, se refusent à reconnaître la valeur de cette nouvelle science, et accusent sa théorie d'obscurité : « Les rusés personnages, dit-il, ils hasardent bien une accusation d'obscurité qui ne les compromet en rien, qu'ils ne justifient en aucune manière ; mais ils ne s'engageront pas dans une accusation d'erreur qui les obligerait à réfuter quelque point de doctrine. Certes, ils n'y brilleraient pas ; il faudrait réfuter auparavant la théorie newtonienne dont la mienne est contre-partie et application » (1). Le monde moral est incorporé au monde matériel.

... La découverte newtonienne a eu un fort contre-coup dans tous les domaines de la spéculation. Il en est ainsi de toute grande découverte. Les philosophes considèrent comme exactes et permettant seules d'arriver au vrai, les méthodes qui avaient conduit au principe de l'attraction.

Or, Fourier déclare qu'il n'a fait qu'étendre ce même principe au phénomène du monde moral. L'expérience lui a sans doute révélé les avantages économiques qui résulteraient de l'association.

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I, p. 182.

L'Association veut l'accord des membres qui la composent. Son imagination, puissante, vibrante, mise en branle par le fait aperçu, l'agrandit si je puis dire. Fourier va d'un bond aux limites extrêmes; il pousse à l'absolu. Et c'est là, qu'ayant dégagé le principe de fait, le rapprochement a dû se faire avec le principe newtonien.

Puisque le voilà en possession du principe universel, but de toute recherche scientifique, nul doute qu'il n'ait découvert le plan divin.

Fourier retrouve Dieu, non pas par une marche dialectique de la pensée, qui progressivement et abstraitement s'élève jusqu'au principe premier. C'est l'imagination qui l'y conduit; il procède par extension et par construction. Sa méthode est concrète. C'est ce qui explique que la doctrine de Fourier se soit trouvée achevée du premier coup. On en trouve tous les éléments dans un de ses articles publiés dans le *Bulletin de Lyon*. Ses ouvrages postérieurs n'ont fait que la préciser ou la développer; elle n'a été modifiée sur aucun point.

Nous avons multiplié les citations, montrant, la base théologique du système fouriériste. Il y a un ordre qu'il ne faut pas troubler.

Par cette conception, Fourier se rattache aux économistes du XVIII^e siècle. Les physiocrates avaient parlé de lois essentielles, ils avaient également proclamé qu'il y avait continuité des lois physiques aux

lois morales : « Il y a, aux yeux de Quesnay, un enchaînement des lois physiques et morales le plus propre à assurer l'abondance et la juste distribution des richesses. Cet enchaînement est l'œuvre même de l'auteur des choses. » « Les lois naturelles, ajoute, M. Denis, sont donc conçues non seulement comme concourant à une fin, mais encore comme faisant partie d'un plan général, d'un ordre idéal, tracé par l'auteur des choses et imprimé par lui dans la nature. La nature est, aux yeux de Quesnay, le reflet de la pensée divine, où l'instrument des desseins de la Providence, et le naturel est l'identique de l'absolu. Aussi la physiocratie est-elle dominée par la préoccupation de la cause première des choses et des causes finales qui leur sont assignées. Elle est une sociologie finaliste » (1).

Pour Smith également, il existe un ordre providentiel, créé par l'auteur des choses, selon lequel l'intérêt personnel, aurait pour cause finale le bien de tous, l'harmonie des intérêts. « Malgré tout, déclare M. Schatz, l'idée théiste est dans l'esprit de Smith ! »

Toutefois, les différences entre les deux conceptions sont considérables, il est essentiel de les marquer.

Les physiocrates, Smith, Bastiat, concluent à la

(1) H. Denis, *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, in-8, Paris, 1904.

doctrine du « laisser faire » L'optimisme complète leur théisme.

Les lois providentielles, par leur libre jeu, assurent l'accord des intérêts. Entre l'intérêt privé et l'intérêt général, il y a « harmonie préétablie ».

Or, estime Fourier, le « laisser faire » aboutit à de désastreuses conséquences ; la concurrence en résulte, et avec elle la lutte fratricide. Car la concurrence a engendré au cœur de l'homme la haine pour son semblable. Il n'y a que rivalités, là où tout devrait être accord ; à la spontanéité s'est substituée la contrainte. Dès lors, comment est-il possible de croire qu'il suffit, pour que l'harmonie soit, de livrer l'homme, tel que la civilisation le fait, à ses propres intérêts.

Il y a, certes, un ordre parfait, mais l'homme s'en est écarté ; et sur la route, où, tout seul, sans guide, il s'est aventuré, sa marche fut pénible et lente, car il voyageait dans les ténèbres. Il fallait qu'au bout apparut un lueur, pour qu'il pût résolument s'avancer vers elle.

Nous trouvons chez Fourier quelque chose d'analogue à l'idée de la chute. Les premiers hommes vécurent dans une sorte d'Eden. Or, en étant sortis, il leur faudra, pour le retrouver, plusieurs siècles de labeur et de souffrance. Le Christ fut envoyé sur la terre par Dieu, le père, pour racheter les hom-

mes. De même Dieu a révélé à l'un de ces hommes son plan d'harmonie, parce que le moment est enfin venu, pour eux, d'avoir le bonheur.

Entre Dieu et l'humanité, il y a un médiateur, car Dieu veut que l'homme se détermine librement, et ne lui impose rien. Il appartient aux hommes de réaliser ce plan qui leur est révélé. Placé entre le bien et le mal, entre le bon et le mauvais, il peut opter pour l'un ou l'autre ; seules sont nécessaires, fatales, les conséquences de ce premier choix.

Le plan de Dieu est révélé à la raison de l'homme, il appartient à celui-ci d'en vouloir la réalisation. Loin de laisser faire, il faut intervenir et rétablir l'ordre, sur le plan divin retrouvé par la raison. Ainsi s'affirme la foi de Fourier en la toute puissance de la raison, en son pouvoir de transformation. Le rationalisme des encyclopédistes a passé en lui.

Mais remarquons le, cette toute puissance, tient à ce fait que la raison ne crée rien, ne construit pas arbitrairement ; elle reçoit la vérité ; la vérité lui est révélée. La raison n'est efficace que parce qu'elle est l'instrument dont Dieu se sert pour nous faire connaître ce qui est le meilleur, ce qui est le vrai.

Ainsi, Fourier n'est pas providentialiste à la façon des physiocrates, de Smith et de Bastiat.

Il faut construire l'édifice social, qui sera tel que

l'on atteindra au maximum de bonheur possible, il faut organiser l'association. Ce bonheur l'homme l'a un instant possédé. « L'humanité entière, dans ses traditions, atteste l'existence d'un bonheur passé et perdu, bonheur dont mille documents sacrés ou profanes invitaient à chercher la trace. Qu'était-ce que la société primitive ou Eden ? C'était le régime des séries passionnelles, qui fut praticable par circonstance et découvert par instinct, aux premiers âges du monde » (1). Et Fourier ajoute : « le génie devrait retrouver les voies de ce bonheur primitif et l'appliquer à la grande industrie ». A vrai dire si l'homme est sorti de ce « régime des séries passionnelles », un « instinct » était en lui qui tendait à l'y ramener.

Le progrès de l'humanité dans le temps, exprime cette marche vers le régime d'harmonie. L'humanité dans ses variations successives obéit à une loi fixe, elle va vers un but déterminé. L'association est la cause finale de cette évolution.

La continuité de cette évolution s'explique donc par cet instinct. Lui seul rend compte de cet empiètement des périodes l'une sur l'autre, explique comment il se peut que « les barbares mêmes opèrent cet engrenage de caractères, et franchissent la période civilisée pour aller emprunter sur la période sixième, garantisme, le caractère nommé parmi nous

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I, p. 183-184.

système monétaire, qui n'est que rameau de la concurrence véridique ou régie exclusive contrebalancée.... (1).

La raison humaine s'attribua la « puissance législative » ; mais elle créa le désordre ; il y a lutte entre elle et l'instinct, qui inconsciemment nous conduit à l'ordre. Or, celui-ci petit à petit triomphe. Il entraîne après lui la raison rebelle, qui s'attarde dans ses constructions vaines et chimériques. Celle-ci finira par reconnaître la vérité, et, aperçue par la raison, elle nous paraîtra plus sublime, nous la ferons plus efficace. « Une découverte, dit Fourier, qui ouvre les voies d'unité universelle et d'initiation à tous les mystères de la nature ne doit-elle pas rallier les hommes à ces conceptions grandioses ? Tels doivent être les romantiques et les vrais amis de la lumière. Ceux d'entre eux qui hésiteraient à l'idée du bonheur universel, ne seraient que des âmes vulgaires, des apôtats du génie social » (2).

Ce finalisme est la forme que prend le providentialisme fouriériste. Cet instinct, — disons en passant qu'il y a là quelque chose d'analogue à la réminiscence platonicienne, — cet instinct qui mène l'homme au « sociantisme », c'est encore, au fond, Dieu conduisant l'humanité au bonheur.

En somme, par son évolutionisme, Fourier se dis-

(1) *Le Nouveau Monde*, p. 406-407.

(2) *Théorie de l'Unité universelle*, t. I, p. 186.

tingue des économistes du XVIII^e siècle. Dès le début, nous avons dit que Fourier se trouve au confluent de deux courants : l'un rationaliste, l'autre empirique par le sentiment qu'il a de l'évolution sociale. Or, nous venons de voir comment se fait l'accord de cette double tendance.

La raison ne trouve pas d'emblée le plan divin ; l'instinct est un guide sûr, infailible, mais c'est une lueur vacillante ; l'évolution n'est que la marche de l'humanité éclairée par cette faible lueur. Le soleil apparaîtra sur les ténèbres, fera la pleine lumière ; mais, du moment où la raison a trouvé le principe d'attraction, la marche est plus rapide, parce qu'alors à l'harmonie nous allons de toutes les forces de notre être.

La marche vers le bonheur est la marche vers l'accord de l'instinct et de la raison. L'évolution est, par rapport au rationalisme transformateur, ce qu'est la déduction par rapport à l'intuition qui appréhende la vérité dans un acte immédiat, indivisible.

Le rationalisme est donc le fond de la pensée fouriériste, l'évolutionisme s'y est surajouté ; il a dû s'y adapter. Il n'exclut pas la raison. Fourier s'écrie : « Quel rôle pour un ami du bien que celui de convertir subitement le monde entier au vœu de la nature, à l'harmonie universelle, et de penser qu'un si brillant succès ne tient qu'à une petite épreuve de deux mois, dont les matériaux sont déjà prêts en

Angleterre ! Si tant de gloire ne séduit pas un écrivain, il faudra dire qu'il n'existe aucun romantique en civilisation ! »

On pourrait demander pourquoi Dieu a si longtemps attendu pour révéler son plan aux hommes. Il eût pu leur épargner plusieurs siècles de souffrances. Mais il fallait attendre l'avènement de la grande industrie et qu'elle eut atteint un assez haut degré de développement. Sans elle, il n'eût pas été possible d'aménager confortablement la future société ; et d'autre part, conscients des avantages dont ils pourraient jouir dans une société organisée d'après le principe d'attraction, les hommes se seraient pris de dégoût pour leur genre de vie actuel, et se seraient ou suicidés ou abandonnés à une néfaste oisiveté.

L'homme, déchu, retrouvera le bonheur, mais non pas par un retour à l'état primitif. « Notre destin est d'avancer : chaque période sociale doit s'avancer vers la supérieure : le vœu de la nature est que la barbarie tende à la civilisation et y arrive par degrés ; que la civilisation tende au garantisme, que le garantisme tende à l'association simple et ainsi des autres périodes » (1).

Un retour en arrière est impossible, et il n'est pas non plus désirable. En organisant l'ordre nouveau,

(1) *Le Nouveau Monde*, p. 418.

nous devons tirer profit de toutes les inventions résultées de ce perpétuel désir chez l'homme, d'améliorer son sort. Par une utilisation meilleure on supprimera les inconvénients qui résultaient de l'industrie en civilisation.

Quelque chose restera donc de l'ordre ancien. Le « sociantisme » sera comme une synthèse de la civilisation et de la sauvagerie. L'homme, en effet, y aura toutes les libertés dont jouissait le sauvage, et d'autre part, l'industrie y sera utilisée pour son bonheur.

Il apparaît donc que Fourier a eu le sentiment de la « nécessité des phases ». Chacune de celles par où l'humanité a passé, a été non seulement nécessaire mais aussi utile. Ce n'a pas été un caprice divin que cette suite de transformations, longues et douloureuses, dans l'ordre social. Bien au contraire, elles manifestent la providence divine, puisqu'elles ont rendu possible l'établissement d'une société où nulle restriction ne serait au bonheur des hommes.

Nous n'avions pas achevé de caractériser l'évolution fouriériste, quand nous avons dit qu'elle se manifestait par la naissance, au sein d'une société, d'institutions ayant un caractère contradictoire avec celles existantes. Nous pouvons le faire maintenant. Cette évolution s'accomplit suivant un ordre tricotonique : par thèse, antithèse et synthèse.

Nous nous servons du vocabulaire marxiste pour montrer quel rapprochement l'on peut établir entre la doctrine fouriériste et celle du fondateur du matérialisme historique. Pour Marx, également, l'évolution suit un mouvement rythmique ; le capitalisme a engendré son contraire, le prolétariat. Le communisme succédera, synthèse de capitalisme et de prolétariat.

Frappé aussi des désordres engendrés par la civilisation, Rousseau se dit que quelque bouleversement a dû se produire dont nous ignorons les causes. Tandis que l'homme, à l'état sauvage, jouissait d'une liberté absolue, la civilisation l'en a frustré et l'a fait esclave. Est-ce à dire qu'il faille revenir à l'état primitif ? Non, car la civilisation, si elle a restreint, disons-nous, le champ de la libre activité, a fait de l'homme « un être moral ». Ce à quoi il faut aspirer, c'est à un état où l'homme réunirait les avantages qu'il possédait séparément dans l'une ou l'autre période de son évolution.

Fourier, comme Rousseau avant lui, a conçu le rythme ternaire de l'évolution sociale, qui est la même que celui conçu par Marx. Mais de plus, Fourier a signalé l'importance du facteur économique comme cause de cette évolution. Il dit : « Nous ne sommes que depuis un siècle en troisième phase de civilisation, mais dans ce court espace de temps, la phase a marché très rapidement à raison

du progrès colossal de l'industrie, de sorte qu'aujourd'hui la troisième phase excède sa limite naturelle. Nous avons trop de matériaux pour un échelon si peu avancé ; et ces matériaux n'ayant pas leur emploi naturel, il y a surcharge et malaise dans le mécanisme social.... De là résulte une fermentation qui le corrompt ; elle y développe un grand nombre de caractères malfaisants, symptômes de lassitude, effet de la disproportion qui règne entre nos moyens industriels et l'échelon subalterne auquel ils sont appliqués. Nous avons trop d'industries pour une civilisation si peu avancée, retenue en troisième phase ; elle est pressée du besoin de s'élever au moins en quatrième » (1).

Ainsi, le besoin suscite l'ingéniosité de l'homme, provoque son activité. L'industrie naît donc, croît, et ses développements successifs accumulent les matériaux qui servent au progrès, qui permettent le passage d'une phase à la phase supérieure.

Nous donnerons une idée plus exacte de l'importance qu'attache Fourier au facteur économique comme moyen d'évolution et comme condition de bonheur en montrant quelle est la conception fouriériste du bonheur.

« Que votre pacte social est admirable pour assurer la jouissance aux riches et l'impunité à leurs

(1) *Le Nouveau Monde*, p. 418.

crimes! Qu'il est impuissant pour fournir aux pauvres la subsistance, le travail et la protection contre les spoliateurs! Quelles mesures a prises la politique pour garantir à l'indigent ses droits naturels? et par ces mots droits naturels, je n'entends pas les chimères connues sous le nom de liberté, égalité.

..... Le peuple est encore plus raisonnable que vous ne voulez; il consent à la soumission, à l'inégalité, aux servitudes, pourvu que nous ayons au moyen de le secourir quand les vicissitudes ou les perfidies sociales l'auront privé de son industrie, réduit à la famine, à l'opprobre et au désespoir. C'est alors qu'il se trouve abandonné de la politique. Qu'a-t-elle fait pour lui assurer dans les revers non pas des secours, mais seulement l'exercice de son travail habituel d'où dépend sa subsistance » (1).

L'ordre sociétaire doit assurer à tous le bien-être matériel. « La raison, dit Fourier, quelque étalage qu'elle fasse de ses progrès, n'a rien fait pour le bonheur tant qu'elle n'a pas procuré à l'homme cette fortune sociale qui est l'objet de tous les vœux; et j'entends par fortune sociale une opulence graduée qui mette à l'abri du besoin les hommes les moins riches et qui leur assure au moins pour minimum le sort que nous nommons médiocrité bourgeoise. S'il est incontestable que les richesses sont pour l'homme

(1) *Publication des manuscrits*, tome 1, p. 221-222.

social les premières sources de bonheur après la santé; cette raison qui n'a pas su nous procurer la richesse en aisance graduée, n'a donc fait dans ses pompeuses théories que des verbiages inutiles qui n'atteignent aucun but, et la découverte que j'annonce ne serait, comme les théories politiques et morales, qu'un nouvel opprobre pour la raison, si elle ne devait nous donner que de la science, et toujours de la science, sans nous donner les richesses qui nous sont nécessaires avant la science » (1).

Pourquoi l'association est-elle le principe de réorganisation sociale? Pourquoi faut-il la substituer au morcellement industriel? Parce que, assurant le libre jeu des passions, elle « métamorphose les travaux en plaisirs ». On est assuré ainsi d'une production plus abondante parce qu'on fait mieux et plus vite ce qu'on fait par jeu en dehors de toute contrainte. Il la faut aussi préférer parce qu'elle assure une répartition graduée selon le travail, le talent, le capital employés. Travail attrayant, assurance que non seulement on ne manquera pas de nécessaire, mais qu'on aura abondamment de quoi satisfaire ses besoins, telles sont les conditions de bonheur en harmonie.

Dans la suite, l'importance de l'économisme comme facteur d'évolution, apparaîtra de plus en plus.

(1) *Théorie des quatre mouvements*, p. 23-24.

..... Proudhon est obsédé par l'idée d'une vraie nature. Mais il est aussi historien et un fils du XIX^e siècle. Sous quelle influence la raison rectifie-t-elle ses démarches ? Sous l'influence des faits. A force de mécomptes, la raison se perfectionne, déclare-t-il. Je reproche à Fourier de ne pas tenir compte suffisamment de l'évolution. Il revient à Fourier l'honneur d'avoir découvert la loi sérielle : mais il aurait dû se rendre compte qu'elle n'a pu être découverte que par les progrès de l'expérience. « Les idées émergent petit à petit », et aussi : « l'observation du progrès en beaucoup de cas est indispensable à la découverte de l'ordre ».

Mais quel est le facteur essentiel de cette évolution ! Chez Proudhon avant Marx on trouve l'économisme :

Il n'y a de série normale dans l'humanité que lorsqu'on a tout compris sur le plan de l'économie politique : toute cause vraie est de nature économique. Il dit : « l'économie politique est la clef de l'histoire. Les progrès de la société se mesurent sur les progrès des instruments de travail ».

La série industrielle, c'est le règne industriel. Proudhon donne la main à Marx. Toutefois Marx, le premier, exclura complètement de la philosophie sociale la veine sentimentaliste et idéologique.

Son système est un matérialisme historique, c'est-à-dire une explication des phénomènes moraux,

politiques, intellectuels, par les phénomènes économiques ou, comme on l'a encore dit, une explication du supérieur par l'inférieur, une explication enfin des transformations sociales par les transformations qui s'opèrent dans la production.

« A l'origine de la division sociale des classes, il y a la forme de la production économique. La condition sociale d'un chacun dépend de la place qu'il occupe dans cette production. L'ensemble des hommes de la même condition forment une classe. Ces classes en présence, et qui ont dans la production une place différente, qui leur assigne aussi dans la répartition des parts inégales, entrent en lutte à cause de ces intérêts en litige. L'histoire politique et intellectuelle tout entière n'est pas autre chose que cette lutte des classes » (1).

« Si l'on veut trouver la cause déterminante de l'évolution sociale, dit M. Bouglé (2), c'est moins dans la fin poursuivie qu'il la faut chercher que dans les moyens employés. La fin reste la même; les moyens varient. Ce sont eux qui en variant changent non seulement la face de la terre, mais jusqu'à l'âme des sociétés. En transformant les choses par l'industrie, l'homme ne vérifie pas seulement ses

(1) Andler, *Commentaire au manifeste communiste*, p. 64.

(2) G. Bouglé, *Marxisme et sociologie*, *Revue de métaphysique et de morale*. Extrait du numéro du troisième Congrès de philosophie, novembre 1908, page 735.

hypothèses, il transforme jusqu'à ses rêves. Ainsi le mode de production passe au premier plan et marque tout de son empreinte. Dis-moi non seulement ce que tu manges, mais surtout comment tu gagnes ta vie, je te dirai qui tu es et ce que tu penses. L'action mène la pensée, affirmions-nous. Cela revient à dire que la production matérielle retentit sur la production intellectuelle elle-même. Montrez seulement à Marx l'outillage d'une époque; et comme Cuvier reconstituait sur la vue d'un os l'organisme entier, Marx se fera fort de reconstituer la société entière, non seulement dans son corps, mais dans son esprit (1). C'est donc bien dans le matériel des sociétés, c'est dans les outils, les appareils, les machines, que sont logés les véritables forces créatrices de l'organisation sociale.

Les répercussions, directes ou indirectes, des inventions modèlent les institutions. C'est ainsi que le pragmatisme marxiste devient, par l'analyse de l'entremise économique, un technicisme. Le noyau du matérialisme historique, c'est la croyance à ce qu'on pourrait appeler l'automatisme technologique.

(1) *Das Kapital*, I, p. 142.

CHAPITRE VIII

TRAVAIL ATTRAYANT ET INDIVIDUALISME.

En civilisation, l'homme ne trouvait pas un équivalent des libertés qu'il possédait en sauvagerie. « Il est certain que le sauvage est plus avancé que nous en essor de libertés, car il s'élève à la composée divergente ou jouissance des sept droits pour les hommes seulement. Il est donc bien au-dessus de nous, qui privons de cet avantage l'immense majorité dans l'un et l'autre sexe.

L'ordre civilisé qui nous dépouille tous ou presque tous de ces sept avantages nous devrait une indemnité équivalente..... L'Etat sociétaire garantit au peuple ces sept droits en plénitude ou en équivalent consenti : par exemple, il donne au peuple pour l'indemniser du droit de vol, tant de bien-être que le plébéien ne veut plus risquer de se déshonorer en volant ce qu'il peut avoir, ou en perdant dans l'opinion plus qu'il ne gagnerait dans un larcin, qu'on ne saurait tenir secret dans ce nouvel ordre où tous les enfants sont élevés à des sentiments d'honneur, et jouissent amplement de toutes les commodités de la

vie : ils ne peuvent donc pas songer à voler ce qu'ils ont en abondance.

La civilisation, en privant l'homme de ses sept droits naturels, ne lui donne jamais d'équivalents consentis. Demandez à un malheureux ouvrier sans travail et sans pain, pressé par le créancier et le garnisaire, s'il n'aimerait pas mieux jouir du droit de chasse et de pêche, avoir comme le sauvage des arbres et des troupeaux ? Il ne manquera pas d'opter pour le rôle du sauvage. Que lui donne-t-on en équivalent ? Le bonheur de vivre sous la charte. L'indigent ne peut pas se contenter de lire la charte en place de dîner : c'est insulter à sa misère que lui offrir pareille compensation (1).

En harmonie, il recouvre ces libertés, tout s'accomplit passionnellement. Il n'est donc pas nécessaire d'exercer de contrainte sur les individus. Les moralistes ont tort de vouloir réprimer les passions qui sont en nous ; les passions « composent les principaux ressorts de l'âme » ; vouloir les corriger, c'est prétendre modifier le plan de Dieu. Pour réprimer les passions, ils ont institué « des devoirs » qui ne sont que « caprices philosophiques n'ayant aucun rapport avec la nature ».

Or, si l'on étudie la nature on se rend compte « que la matière des passions a été et restera inva-

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, tome II, p. 169.

riable chez tous les peuples. Chaque passion a son utilité. Il faut stimuler les passions, assurer leur plein développement, l'harmonie est à ce prix. Elle résultera de la diversité des caractères qui se trouveront réunis dans la phalange, tous pouvant s'exprimer sans atténuation aucune, puisqu'ils iront dans des sens divers.

L'éducation devant former l'âme, en même temps que le corps, sera telle qu'en supprimant toute différence entre le riche et le pauvre, il rendra possible leur accord.

Par tous les moyens, c'est le libre essor des passions qu'il faut favoriser. Le principe moral n'est pas pour Fourier un principe d'autorité. C'est le principe anarchiste : développer toutes les forces de son être. Ce n'est donc pas une morale de résignation, comme la morale du christianisme ; ce n'est pas non plus une morale comme celle de Nietzsche qui a son principe dans la volonté de puissance, et morale de lutte, qui peut donner les joies du triomphe.

Développer les forces de son être en accord avec les forces d'autrui : c'est un principe de paix, qui assure « la liberté de sécurité », en même temps « la liberté de puissance », non pas entendue au sens Nietzscheen du mot. C'est ce principe fouriériste qu'on trouve chez Guyau.

L'association harmonieuse des activités telle est la formule fouriériste. Elle est rendue possible par le

travail attrayant ; et en même temps qu'il favorise l'accord des activités, le travail attrayant rapproche les hommes et les fait s'aimer entre eux.

Le dernier mot de la morale fouriériste est un principe d'amour : « Les harmoniens s'aiment entre eux autant que les civilisés se détestent ; la phalange se considère comme une seule famille bien unie » (1).

« Le Saint-Simonisme rêvait également la réorganisation économique sur les bases de l'association universelle. Et Proudhon, de même, a recommandé de plus en plus, à mesure qu'il avançait dans sa vie et dans son œuvre, la forme sociale que Fourier, à l'origine, et à l'exclusion de toute autre, avait indiquée comme bonne, utile, nécessaire : l'association que Proudhon appelait mutualité ou fédération agricole et industrielle » (1).

L'association doit être libre. « Fourier entend que l'association soit libre, et libre non seulement dans son recrutement, mais libre surtout dans son fonctionnement. C'est essentiellement sur la liberté de chacun que reposera dans le fouriérisme le mécanisme de l'association.

Pour Fourier, ce dont souffre avant tout l'homme, c'est de l'absence de liberté économique, bien que ce

(1) *Théorie de l'Unité universelle*, tome IV, p. 26.

(1) *Proudhon*, par Hubert Bourgin, p. 70-71.

soit au nom de la liberté que cet état social soit institué et défendu ; mais il suffit pour s'en convaincre de considérer le nombre d'hommes qui se livrent au travail, mais non pas au travail qui leur plairait. La liberté du travail n'existe que pour l'infime minorité. Dès lors, peut-on parler de liberté économique ?

Puisque Dieu a mis au cœur de l'homme la passion de la liberté, Dieu a dû faire, sous peine de contradiction, qu'une forme de société soit possible, qui, non seulement, donne satisfaction à cette passion de liberté, mais une forme de société qui repose essentiellement sur cette passion commune à tous les hommes. « Donc le problème social se ramène à trouver l'organisation du milieu social le plus favorable au jeu intégral de la liberté humaine, à trouver en d'autres termes la forme sociale correspondant à la nature humaine. »

L'individu, ses droits, voilà ce qui préoccupe Fourier. L'individu est le principe et le but dans son système. Or, nous nous demandons, si « l'ordre social » réalise les conditions favorables au développement de l'individualisme.

Si tout s'accomplit passionnellement, si rien ne fait obstacle à la libre activité de l'homme, par quoi sera-t-il porté à faire retour sur lui même ? Il semble que ce soit ce sentiment d'effort qui révèle l'homme à lui même ; celui-ci se perçoit d'abord comme un centre d'action, et, dans ses investigations, par la

résistance qu'il rencontre, découvre d'autres centres d'action desquels il se distingue et ainsi prend davantage conscience de lui même.

L'homme apprend à se connaître en agissant, mais à condition que cette action ne se répande pas trop facilement au dehors, qu'elle soit obligée de revenir, si je puis dire, à son point de départ. La conscience est essentiellement retour sur soi, repliement.

CONCLUSION

LE GARANTISME. — SON ACTUALITÉ

Nous nous sommes efforcé de présenter dans leur ensemble les idées de Fourier sur l'évolution. Il s'agit maintenant de conclure et de dire si les faits confirment cette marche de la société vers l'association en passant par le garantisme.

Nous n'avons pas la prétention, bien entendu, de rechercher en quoi la doctrine fouriériste a agi sur les faits. Ce travail, très intéressant, offre des difficultés telles qu'il paraîtrait dérisoire, s'il était traité en quelques pages. Il ne rentrerait pas d'ailleurs dans le cadre de notre travail.

Nous ne nous attacherons pas non plus à la description des applications fouriéristes ou partiellement fouriéristes, elles se rattachent à la doctrine fouriériste générale et non à cette partie qui traite seulement de l'évolution.

Notre conclusion sera une confrontation, ou, pour mieux dire, elle mettra en face de la théorie que nous connaissons, les réalisations pratiques, les faits.

Il est hors de doute que si nous étudions les sociétés humaines dans leur développement historique, nous voyons ce développement suivre un ordre dans sa marche. Cet ordre nous est révélé par l'étude des institutions. Nous voyons les institutions changer, se transformer, disparaître, en un mot évoluer.

Que l'on fasse de ces sociétés des entités purement verbales, ou des réalités inorganiques ou des réalités organiques, les institutions nous permettent de les classer.

Il est légitime de prendre comme criterium pour cette classification soit la garantie des droits naturels et du minimum d'existence, soit le mode de production, soit le mode de répartition. C'est ce qu'a fait Fourier.

Ce que nous devons lui reprocher au point de vue qui nous occupe, c'est-à-dire au point de vue scientifique, c'est ce désir de faire œuvre utile qui l'amène à sacrifier presque complètement l'étude du passé, pour s'appliquer à de longues dissertations sur les malheurs présents et l'avenir possible.

Notre conclusion comportera le même défaut. Nous ne pouvons rien baser de stable sur la sauvagerie, le patriarcat et la barbarie qui sont à peine esquissés.

Et nous serons contraint de nous étendre sur le garantisme qui apporte des correctifs aux maux

de la civilisation et prépare l'association harmonienne.

*
* *

Les sociétés humaines évoluent-elles dans le sens indiqué par Fourier ? Notre société actuelle est-elle garantiste ?

Le vocable fouriériste que nous employons encore est complètement abandonné.

Il n'est pas question non plus d'une société garantiste utopique, c'est-à-dire d'une société construite de toutes pièces, d'après un plan d'organisation à formule en partie secrète. Il ne demeure de vraiment fouriériste que le principe moral et la formule : la solidarité et la demi-association.

« Le principe du régime, c'est un principe moral, c'est l'idée de solidarité. Elle seule, avant l'application du système sociétaire, peut fournir quelques remèdes contre les maux de la société actuelle » (1).

Or, l'idée de solidarité de plus en plus s'impose à la conscience sociale ; elle a présidé à l'accomplissement de bien des réformes. Elle fait le fonds de nombreux écrits.

Il est une école « solidariste » ; elle réunit dans son sein les éclectiques, les socialistes d'état, les inter-

(1) Bourgin, déjà cité, p. 306.

ventionnistes, quelques-uns des socialistes de la chaire, les coopératistes.

Tous opposent au principe du « laisser faire » qui de l'économie exclut toute préoccupation morale, le principe de solidarité, qui veut que « faisant partie d'un même tout, ne pouvant nous mouvoir dans le milieu social sans que nos maux n'aient une répercussion en autrui, nous prenions en considération le bien des autres en même temps que notre bien propre » (1).

« La solidarité, dit Renard, est une action juste et sainte. Le mal est venu, le mal s'éloignera par le concours de tous, concours proportionnel à la force de chacun ».

Le manifeste de l'école est le petit livre de M. Bourgeois, intitulé « Solidarité ». Telle est la puissance de ce mot « Solidarité » qu'il fit taire toutes les objections, lors de la discussion des retraites ouvrières à la Chambre.

Le terme solidarisme se trouve dans les écrits de P. Leroux, de Renouvier, de Secretan. Aujourd'hui il est communément adopté ; nul ne songe à le remplacer par garantisme. Nous ne pouvons cependant pas nous empêcher de regretter la disparition de ce mot expressif qui rendait parfaitement ce que l'on exprime par « solidarisme ». Si l'on avait connu da-

(1) A. Fouillée, *Le socialisme et la sociologie réformiste*, p. 7.

vantage Fourier on n'aurait guère éprouvé la nécessité de recourir à ce néologisme.

De sérieux efforts ont été tentés pour aboutir à des résultats pratiques. Nous allons considérer l'œuvre accomplie par :

- 1° La législation ;
- 2° Les groupements professionnels ;
- 3° Les initiatives privées.

La législation

Nous avons une législation sociale industrielle et une législation sociale agricole. Toutes les deux ont un fondement commun : la liberté syndicale et le droit d'association. Certaines lois s'appliquent aussi bien au prolétariat rural qu'au prolétariat urbain ; mais la dissemblance des intérêts fait qu'ils ne sont pas, la plupart du temps, réglementés par une législation unique.

*
* *

Le décret du 27 février 1848 constitue la première marque de sollicitude des pouvoirs publics, en faveur des travailleurs.

« Le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail ; il reconnaît que les travailleurs doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail ». De février à novembre, le législateur s'emploie à réglementer le contrat de travail. Le 1^{er}

mars on nomme une commission dite : Commission de gouvernement pour les travailleurs. Son programme de réformes sociales est le suivant : fondation de sociétés et de colonies agricoles coopératives, création d'institutions de crédit, centralisation des assurances, formation d'entrepôts et de magasins généraux pour le commerce en gros, de bazars pour le petit commerce, établissement d'une banque d'Etat, construction « dans chacun des quartiers les plus peuplés de Paris de familistères modèles assez considérables pour loger environ 400 familles d'ouvriers dont chacune aurait eu son appartement séparé et auxquelles le système de la consommation sur une grande échelle aurait assuré, en matière de nourriture, de loyer, de chauffage, d'éclairage, le bénéfice des économies qui résulteraient de l'association. » (Rapport de Vidal publié au *Moniteur*).

L'œuvre positive de cette commission ne fut guère considérable. Le législateur lui-même s'arrêta dans cette voie. Le préambule de la « Déclaration des devoirs et des droits » constitue une véritable réaction. Il fut voté le 25 septembre, il contenait : « La République doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail, dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler ».

Dans la suite, la législation ouvrière se précise ;

elle devient touffue, elle nous donne enfin un ensemble de lois de solidarité sociale.

Elle comprend un nombre considérable de lois et de décrets ; une commission dite : « Commission de la codification », instituée par décret Millerand du 27 novembre 1901, travaille à sa codification (1).

Voici, en un bref résumé, l'état actuel de cette législation. A la base, la liberté du commerce et de l'industrie (2), liberté de travailler pour soi ou pour le compte d'un autre, liberté pour l'étranger (3) comme pour le national. Nullité de toutes les conventions qui attentent à la liberté de l'industrie et du travail (4).

Et aussi, l'organisation de juridictions pour trancher les conflits collectifs ou individuels entre employeurs et salariés (5).

(1) Les livres I à V ont déjà été votés par la Chambre, mais le Sénat ne les a pas encore examinés.

(2) Nuit du 4 août 1789. — Déclaration des droits de l'homme.

(3) Il y a à tenir compte de la législation sur les étrangers : Loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels (l'art. 4 exige la personnalité française des administrateurs). Décret du 2 octobre 1888, sur la déclaration de résidence des étrangers. Loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national. Décrets du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

(4) Loi du 2-17 mars 1791, article 7.

(5) Justices de paix. Tribunaux civils et de commerce. Conseils de prud'hommes (Loi du 13 novembre 1908). Conseils consultatifs du travail (Loi du 17 juillet 1908).

Le but poursuivi jusqu'ici par le législateur est de sauvegarder l'industrie tout en recherchant l'accord de tous. Mais il se préoccupera bientôt d'assurer à la classe pauvre des conditions favorables à son émancipation, et il instituera le droit de grève (1) et le droit syndical (2).

Il édictera des lois pour protéger les enfants (3), les femmes (4).

Il s'occupera des conditions d'hygiène dans lesquelles on travaille dans les divers établissements (5).

Il assistera les travailleurs (6); il les assurera

(1) Loi du 25 mai 1864, sur la liberté de coalition.

(2) Loi du 30 juin 1881, sur la liberté de réunion. Loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

(3) Décret du 3 janvier 1813, spécial aux mines. Loi du 22 mars 1841, sur le travail des enfants dans les manufactures, usines, ateliers. Loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie. Loi du 2 novembre 1892, amendée par la loi du 30 mars 1900.

(4) Loi du 19 mars 1874 (art. 7). Loi du 2 novembre 1892, amendée par la loi du 30 mars 1900. Loi du 29 décembre 1900, sur les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et dépendances.

(5) Loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, amendée le 11 juillet 1903. En dehors de la réglementation générale, un certain nombre d'établissements sont soumis à des règlements particuliers à raison des dangers graves que présentent soit les substances manipulées, soit les mécanismes mis en œuvre.

(6) Loi du 14 juillet 1905. Décret du 19 juin 1909, créant un comité consultatif de l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables. Décret du 3 août 1909, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi. Décret du 21 août 1909

obligatoirement contre les accidents (1).

Des agents seront chargés de veiller à l'application des lois ouvrières (2) ; des sanctions pénales seront infligées à ceux qui contreviendront à ces lois (3).

Il donnera un appui matériel et moral aux institutions de prévoyance de toutes sortes : sociétés de secours mutuels (4), caisses syndicales de retraites et de secours pour la vieillesse (5). Il encouragera les essais d'assurance contre le chômage (6), l'organisation du placement ouvrier (7).

Il fera des tentatives pour abolir du petit atelier (8)

sur l'organisation de l'inspection de l'assistance publique et son recrutement.

(1) Loi du 9 avril 1898. Loi du 24 mai 1899. Loi du 30 juin 1899. Loi du 12 avril 1906. Loi du 18 juillet 1907.

(2) Loi du 19 mars 1874. Loi du 2 novembre 1892. Loi du 12 juin 1893. Loi du 30 mars 1900. Loi des 29 décembre 1900, 11 juillet 1903, 13 juillet 1906.

(3) Une contravention de police (pour chaque contravention spéciale) et, en cas de récidive (dans les douze mois), poursuites correctionnelles.

(4) Subvention aux sociétés de secours mutuels, 2.910.000 fr. *Journal officiel* 18 décembre, annexe 2026, cahier 83, Chambre, 6 décembre 1908. Loi sur les sociétés de secours mutuels du 1^{er} avril 1898.

(5) Loi du 12 avril 1906. Décret du 27 décembre 1906. Loi du 20 juillet 1886. Loi du 31 décembre 1895.

(6) Subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire, 110.000 fr. *Journal officiel* du 18 décembre comme ci-dessus.

(7) Loi du 14 mars 1904.

(8) Voir enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie en province. Office du travail 1900. Une enquête sur l'industrie de la chaussure a été décidée le 5 novembre 1908.

les sweating-system. Il interdira le marchandage (1) et le truck (2).

Un organe, le ministère du travail et de la prévoyance sociale, concentrera, en vue d'une étude plus parfaite et d'une évolution plus rapide, tous les problèmes que soulèvent le travail ou la prévoyance (3).

Il poussera à l'organisation de coopératives de production (4).

Il encouragera les tentatives faites en vue d'établir de nouveaux modes de salaire, plus équitables, comme la participation aux bénéfices, l'échelle mobile, la rétribution par primes.

Il réduira les heures de travail (5), avec tendance à instituer la journée de huit heures.

(1) Décret du gouvernement provisoire du 2 mars 1848 et arrêté du 21 mars 1848. La jurisprudence de la Cour de cassation a restreint la portée de ces textes. Projet Viviani du 17 novembre 1908.

(2) Loi du 15 janvier 1895. Proposition de loi votée à la Chambre le 6 juin 1907.

(3) Décret du 25 octobre 1906.

(4) Décret du 4 juin 1888 pris en faveur des ouvriers organisés en coopératives de production.

Subvention à titre d'encouragement aux coopératives de production ouvrière, 300.000 francs. *Journal officiel*, 18 décembre, déjà cité.

(5) Loi du 29 juin 1905 sur la durée de travail dans les mines, 12 heures pour les ouvriers adultes des établissements industriels, disposant de moteurs mécaniques et employant plus de 20 ouvriers, décret du 9 septembre 1848 ; 10 heures pour les femmes et enfants des deux sexes, au-dessous de 18 ans, loi du 2 novembre 1892 ; 10 heures pour les ouvriers adultes employés dans les locaux où travaillent des femmes et des enfants, loi du 30 mars 1900.

Il subventionnera et accordera des atténuations d'impôt aux sociétés qui lui construiront des maisons à bon marché (1), aux œuvres qui se chargeront de son éducation.

Toutes ces mesures ont pour but de protéger les faibles et de tendre à niveler les inégalités économiques.

Mais le législateur a voulu aussi ne pas sacrifier les intérêts des patrons, et surtout ne pas paralyser l'essor de l'industrie nationale. Il a créé des écoles spéciales professionnelles donnant l'enseignement technique (2), des bourses de voyage. Une législation spéciale sur les brevets d'invention (3), les marques de fabrique et de commerce (4) protège la liberté industrielle.

*
* *

Le même souci de venir en aide à la population paysanne, d'améliorer sa condition morale et sociale a dominé l'esprit du législateur.

En outre de dispositions législatives favorables, il lui a apporté son appui financier.

(1) Loi du 30 novembre 1894 et du 12 avril 1906. Encouragement aux comités de patronage des habitations à bon marché, 20 000 fr., *Journal officiel*, 18 décembre, déjà cité.

(2) Vœu du Conseil supérieur du travail en 1902. Projet du 13 juillet 1905.

(3) Loi du 5 juillet 1844.

(4) Loi du 23 juin 1857.

Il a organisé le crédit agricole (1), les warrants agricoles (2).

Il a permis le crédit collectif à long terme, il a donné la possibilité de bâtir des foyers (3) et, par la loi de 1909 (4) et la création du bien de famille insaisissable, « il assure le nid de la petite famille et protège les berceaux futurs ».

Son appui financier s'est manifesté par l'autorisation à la caisse d'épargne à consentir des prêts aux sociétés de crédit mutuel agricole (5), par des subventions annuelles importantes aux sociétés d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail, l'incendie, la grêle et surtout par les quarante millions d'avances remboursables et les deux millions annuels qu'il a obtenus de la Banque de France, en lui renouvelant son privilège, et qu'il met à la disposition des établissements de crédit agricole.

(1) Loi du 5 novembre 1894 (modifiée par les lois des 20 juillet 1901 et 14 juillet 1908 sur les sociétés de crédit agricole. Loi du 31 mars 1899, modifiée par la loi du 25 décembre 1900, instituant des caisses régionales de crédit agricole mutuel. Loi du 29 décembre 1906 sur les avances aux coopératives agricoles.

(2) Loi du 18 juillet 1898. Loi du 30 avril 1906.

(3) Loi du 10 avril 1908, Loi Ribot. M. Ribot a déjà fondé à Arras une société dans ce but au capital de 230.000 francs.

(4) Loi du 12 juillet 1909.

(5) Loi du 17 novembre 1897.

2° *Les groupements professionnels.*

La loi de 1884 sur les syndicats professionnels donnait les moyens aux ouvriers de travailler en commun au développement, à la défense, à l'étude de leurs intérêts.

Autour des syndicats se formèrent toutes sortes d'institutions d'assistance, de prévoyance, de mutualité, de coopération.

Création de caisses de secours mutuels, des offices de renseignements, de placement gratuit, des bibliothèques professionnelles, des caisses de chômage et de secours de route, des caisses de retraites, des caisses de crédit mutuel, des sociétés d'assurance contre les accidents, des sociétés coopératives de consommation et de production.

Parmi ces institutions, les coopératives de production, de création syndicale, méritent quelque attention : de 338 en 1905, elles étaient 414 en 1908 (1). Il en est parmi elles qui fonctionnent admirablement, comme la verrerie de Rive-de-Gier.

Ces institutions syndicales, si variées, n'ont pas l'extension qu'elles devraient avoir. Les ouvriers syndiqués préfèrent la lutte à l'organisation pacifique, pour la poursuite de leurs intérêts.

Si les syndicats industriels sont vite devenus des

(1) *Bulletin de l'office du travail*, octobre 1908.

instruments de lutte, les syndicats agricoles par contre s'organisèrent, dans un but purement économique. Ainsi, ils étaient plus en accord avec les volontés du législateur.

Les bienfaits de la coopération ont été doubles, le paysan a compris d'abord combien sa prospérité est liée à une organisation commune de la production ou de la vente de ses produits, il a vu ensuite les liens se faire plus étroits entre lui et ses compagnons dans la recherche d'un bien-être commun.

La première fondation d'une institution de crédit agricole fut l'œuvre d'un syndicat. Le syndicat A. de Poligny, en 1884, fonda, sous forme de société anonyme à capital variable, une caisse de crédit.

D'autres syndicats suivirent et fondèrent des caisses rurales sur le modèle Raffeisen ou sur celui des caisses coopératives agricoles du type Schulze Delitsch.

Puis les syndicats eux-mêmes et les mutuelles agricoles s'organisèrent en sociétés de crédit et fondèrent, avec leurs souscriptions et la subvention de l'Etat, une caisse rurale.

La caractéristique de ce crédit, c'est d'être à court terme d'abord, sauf en ce qui concerne les coopératives, et ensuite à bon marché à cause des faveurs gouvernementales.

Aussi le développement de ces institutions est considérable : nous possédons en France 92 caisses

régionales, 2.125 caisses locales et, au-dessus, une jeune et vaillante fédération nationale des caisses régionales. Les prêts consentis s'élèvent à 320 millions.

3° *Les initiatives privées* (1).

Si la loi de 1884 a été une loi de privilège, la loi de 1901, en décidant que « les associations de personnes pourront se former librement, sans autorisation ni déclaration » a fait de la liberté d'association un principe de notre droit public.

Immédiatement, des personnes provenant de tous les milieux sociaux, gagnées par la fièvre de la solidarité, ont uni leurs efforts pour une action désintéressée et porté des atténuations aux misères sociales.

Divers sont les buts de ces associations. Les unes veulent substituer aux taudis ouvriers des habitations saines, offrant des conditions d'hygiène satisfaisantes, telle est « la Société anonyme de logements économiques pour familles nombreuses » fondée en 1907 et qui a déjà construit un établissement pouvant contenir 620 personnes. Des institutions ayant un but analogue se sont instituées à Annecy, à Lyon ; à Paris, la fondation Rotschild. D'autres aident l'ou-

(1) Nous n'entendons donner aucunement une liste des institutions d'initiative privée.

vrier à devenir acquéreur de son habitation, en lui permettant d'en payer le prix par des prix modiques et successifs : tel est le but d'une œuvre qui fonctionne à Fourmies, de plusieurs sociétés coopératives de Toulon qui contruisent en moyenne six maisons par an, de « l'Arcisienne » fondée par M. Savouré à Arcis-sur-Aube.

D'autres mettent à la disposition de l'ouvrier des jardins, où il passe, à cultiver des légumes, le temps qu'il passerait autrement, peut être au cabaret. Ces jardins ouvriers sont la plupart rattachés à la « Ligue du coin de terre et du foyer ». A Paris, la « Société des jardins ouvriers » fondée par l'abbé Lemire en 1904 a loué 346 jardins.

« La Ligue stéphanoise » pour la propreté des rues et des lieux publics, et d'autres sociétés fondées dans un but d'hygiène « cherchent à constituer autour des individus un milieu favorable à leur santé physique, impropre au développement des germes destructeurs que charrie l'air ambiant ». Elles arrivent ainsi à diminuer le taux de la mortalité, notamment dans les grandes villes industrielles comme Roubaix, où ce taux a diminué sérieusement. Des ligues se forment pour la création des espaces libres dans les grandes villes, comme le comité fondé par M. Bonvalot à Paris, en 1902, et auquel adhéra la « Fédération des ligues contre la tuberculose ».

Chaque jour voit pour la préservation de l'enfant,

la constitution de crèches, de gouttes de lait, de secours de maternité. M. Julien Hayem fonde, en 1903, une nourricerie « sur le respect du droit qu'a l'enfant au lait de sa mère » ; sur 35 enfants admis, un seul mourut, fils d'un père et d'une mère tuberculeux. « Le foyer maternel » est fondé pour éviter d'abord et avant tout l'infanticide, l'abandon de l'enfant », pour relever ou maintenir le niveau moral de la mère, « pour donner à la femme sans domicile, abandonnée ou fille-mère, la possibilité d'accomplir son devoir maternel de l'allaitement ».

Des écoles en plein air empêchent l'anémie ou la combattent : écoles de Vernay de Lyon, sur les bords de la Saône. Chaque année, des enfants pauvres, anémiés, sont envoyés pendant quelques semaines à la montagne ou à la mer. Les œuvres sociales qui visent à ce but sont nombreuses : « l'œuvre de la chaussée du Maine », fondée par M^{me} de Pressensé en 1882 ; « la colonie de Monsault » de l'abbé Roland Gosse-lin ; les deux colonies catholiques d'Arcachon et d'Arès à Bordeaux ; « les conférences de St-Vincent-de-Paul » et quinze patronages catholiques à Lyon ; à Paris « l'œuvre des bonnes vacances » et « le Rayon de Soleil ».

Pour aider à la formation intellectuelle et sociale, des « universités populaires » créent des cours de sciences, d'art, de littérature.

Il existe à Dijon une « caisse ouvrière », consen-

tant à ses sociétaires des prêts d'argent, avec responsabilité solidaire et illimitée de tous les membres. « La maison du peuple » du VI^e arrondissement à Paris fait des prêts gratuits depuis 1904. « L'œuvre du prêt gratuit » de Montpellier, fondée en 1684 par Mgr de Pradel, prête annuellement 150.000 francs, sans intérêt, mais moyennant un gage. Il est des cas où le gage est rendu avant même que le montant du prêt soit rentré.

Pour encourager à la natalité et dans un profond sentiment d'équité, M. Carrez, directeur des établissements de rizerie d'Aire, sur la Lys, a organisé « le salaire familial ». Tout ouvrier ayant plus de trois années de service à l'usine reçoit indépendamment de son salaire et par jour 0 fr. 25 s'il a 3 enfants au-dessous de 14 ans ; 0 fr. 75 s'il en a 4 ; 1 fr. 25 s'il en a 5 ; 1 fr. 75 s'il en a 6 ; 2 fr. 25 s'il en a 7 ; 2 fr. 75 s'il en a 8 ; 3 fr. 25 s'il en a 9. Ces suppléments sont pris sur une caisse familiale exclusivement alimentée par l'usine.

Pour obvier aux inconvénients du travail à domicile, pour supprimer l'exploitation de la misère par le travail, M. Raoul Jay fait une propagande active pour l'institution d'un minimum légal de salaire. C'est la solution du projet anglais de « bill des sweated industries ». Les coopératives de production solutionnent aussi le problème, elles suppriment les

intermédiaires et font disparaître la plus grande cause de ces abus.

Amour du prochain, religion de la souffrance humaine, principes de solidarité, quelque soit le sentiment qui les anime, « les solidaristes », par une poursuite soutenue, persévérante, inlassable, essaient de réaliser un idéal de justice humaine.

*
* *

Nous avons groupé dans un esprit de méthode les faits qui manifestent ce sentiment de solidarité sociale si actuel ; nous n'avons pas épuisé la liste.

Il nous faut indiquer le courant jurisprudentiel qui permet le préjudice, lorsque par exemple le syndicat n'a eu d'autre souci que d'empêcher, par une mesure utile, nécessaire et légitime, comme la mise à l'index des dissidents, la défection de s'établir et de compromettre l'autorité morale des syndicats, gardiens des règles professionnelles.

Certains projets législatifs très avancés, comme le projet Millerand-Waldeck-Rousseau du mois de novembre 1900, qui, à notre point de vue, comporte le reproche de vouloir substituer un régime artificiel à l'organisation professionnelle qui se généralise et se développe normalement.

Et aussi et surtout cette marche, que l'on ne peut nier, des pays industriels vers cet idéal de l'école coopérative qui, une fois réalisé, modifiera « pacifi-

quement, mais radicalement le régime économique actuel, en faisant passer la possession des instruments de production, et avec elle la suprématie économique, des mains des producteurs qui les détiennent aujourd'hui entre les mains des consommateurs » (1).

II. — SOCIOLOGIE ET ASSOCIATION

Il semble donc que le principe de solidarité tende de plus en plus à se dégager des faits. Mais si l'on observe attentivement la réalité, il pourra paraître que cette solidarité n'unit pas tous les hommes et n'exclut pas la lutte. Bien au contraire.

Le syndicalisme est surtout militant. La lutte des classes semble être le pourquoi de l'organisation ouvrière. Ici la solidarité ne sert qu'à unir une partie de la société contre l'autre et à rendre plus manifestes, plus effroyables aussi les antagonismes qui les séparent. A voir ces deux forces en présence, redoutables, haineuses, on croit le corps à corps inévitable ; la guerre semble devoir être éternelle, et il faut désespérer de voir la concorde régner sur l'humanité.

Il est essentiel de considérer laquelle de ces deux tendances est la plus forte et prédomine. L'une des

(1) Discours prononcé par M. Ch. Gide à l'ouverture du Congrès international des Sociétés coopératives de consommation tenu à Paris en 1889.

conséquences de l'extrême division du travail a été d'enchaîner les hommes les uns aux autres. Ce sentiment que nul de nous ne peut se suffire à lui-même fait que nous nous sentons solidaires des autres. Mais il n'y a pas là qu'un simple sentiment individuel ; ou du moins, puisqu'il y a en nous un pareil sentiment, c'est qu'il correspond à un fait, à une nécessité. La conscience sociale impose de plus en plus les devoirs de solidarité ; elle se montre très froissée par leur violation. Bien plus, elle multiplie les obligations de solidarité, sanctionne pénalement les défaillances à ces obligations. Le grand nombre de lois organisant la solidarité, que nous avons mentionnées, montre combien est fort ce sentiment.

Il est, du reste, de cette force d'autres preuves objectives. Voyons ce qu'est devenue la distinction de la justice et de la charité. On avait l'habitude de parler de devoirs stricts et de devoirs larges, de devoirs de justice et de devoirs de charité. Les uns obligatoires, les autres non, comme s'il n'y avait pas contradiction entre les deux termes : devoirs et facultatifs.

Or, les devoirs de charité sont stricts pour une conscience raffinée. Ils ne le sont pas pour la conscience moyenne, qui n'en a pas une représentation nette.

Ils occupent la périphérie de la conscience sociale et ainsi restent un peu dans le clair obscur ; mais

dès qu'ils apparaîtront au centre, dès qu'ils seront fortement sentis par celle-ci, il s'imposeront à l'individu.

La sociologie confirme donc, sur ce point, les prévisions de Fourier.

« La vraie loi sociologique n'est pas, comme le prétendent les révolutionnaires, la lutte des classes, phénomène transitoire ; c'est leur solidarité qui est perpétuelle, c'est leur union progressive par la fusion croissante du capital, de la science et du travail » (1).

L'association est le terrain qui fait éclore le sentiment de solidarité. L'association n'est pas seulement ce phénomène qui additionne les efforts pour accomplir un travail plus grand, elle fait aussi œuvre créatrice. Lorsqu'il y a association, l'intérêt général est mis au-dessus des intérêts particuliers. Il se développe une sorte de conscience collective et l'on voit à certains moments une même pensée qui dirige. Il n'y a pas dans l'association une simple rencontre d'activités individuelles, il y a un corps doué d'une vie propre.

L'associé prend conscience de la force mutuelle, il se sent plus fort pour la tâche commune, plus assuré contre les risques possibles, plus secouru en cas de malheur. Soutenu par les autres, il sait qu'il

(1) A. Fouillée, *Le socialisme et la sociologie réformiste*, 416.

est leur soutien, et ce sentiment d'interdépendance, d'aide mutuelle constitue bien un sentiment nouveau : « Et c'est ici, précisément, dit M. Charles Gide, que nous allons voir apparaître la charité sous une forme nouvelle et que celle-ci, je crois, est destinée à grandir rapidement et à envahir tout le monde économique, celle de l'aide mutuelle, dont, par exemple, la société de secours mutuels offre un si clair exemple, mais dans laquelle rentrent aussi toutes les formes de coopération » (1).

Sur un autre point, celui de l'individualisme, les conclusions des sociologues concordent avec celles du rêveur. En même temps qu'il prend conscience de la solidarité avec les autres, l'homme prend conscience de lui-même en tant qu'individu.

Les économistes orthodoxes, préoccupés de la production, réclamaient l'individualisme-moyen, pour emprunter à Henry Michel sa distinction entre l'individualisme-fin et l'individualisme-moyen ; mais l'individualisme des orthodoxes laisse traiter un grand nombre de personnes comme des choses ; il ne réalise donc pas son idéal, il a comme conséquence l'anti-individualisme. Pierre Leroux s'était déjà déclaré contre cet individualisme qui a fait « des bandes rapaces ». Les Saint-Simoniens, les Fourieristes, Proudhon y ajouteront la préoccupation de la répar-

(1) Leçons professées au Collège libre des sciences sociales, M. Charles Gide, *Justice et Charité*, p. 198.

tition, ils appliqueront la justice à l'économie sociale.

Il y a un corps social, il y a une réalité sociale propre, d'où se déduisent des devoirs et des droits. Est-ce à dire que le corps social soit tout ?

Les collectivités évoluent. Or vient un moment où passent au premier plan les préoccupations du bien des individus, du libre, égal développement des personnalités. La seule unité tolérable est celle qui se forme dans et par la tolérance, qui a le respect des individualités. Mais, d'autre part, l'individu doit développer les tendances qui rendent possible un ordre social, maîtriser les facultés qui divisent, faire prédominer celles qui unissent.

Solidarité, individualisme, ce sont les deux conclusions essentielles de la sociologie moderne. Mais celle-ci rend compte de ces faits, avons-nous dit, par le progrès de la division du travail. La division du travail opère dans tous les domaines de l'activité. Elle tend à une spécialisation de plus en plus grande, limite l'ouvrier manuel aussi bien que l'ouvrier intellectuel à une tâche de plus en plus restreinte. Or, si Fourier poussait cette division aussi loin que possible, il voulait que l'homme ne se bornât pas à une tâche, allât d'une occupation à l'autre, pour tenir son attention toujours en haleine et ne pas émousser son plaisir par l'habitude.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président de la Thèse,

A. DESCHAMPS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur d'Académie,

FONTENÉ.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	4
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Les périodes	13
CHAPITRE II. — Sauvagerie, Patriarcat, Barbarie.	20
CHAPITRE III. — La civilisation. Ses maux.	24
CHAPITRE IV. — Le garantisme	34
CHAPITRE V. — L'harmonie	49
CHAPITRE VI. — Comment s'opère l'évolution.	55
CHAPITRE VII. — Les facteurs de l'évolution.	60
CHAPITRE VIII. — Travail attrayant et individualisme.	82
CONCLUSION.	
I. — Le garantisme. Son actualité.	88
1 ^o La législation	93
2 ^o Les groupements professionnels.	101
3 ^o Les initiatives privées.	103
II. — Sociologie et association.	108

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER
